Droit pénal général
Année 2017/2018

Séance de TD N° 6

La responsabilité du fait personnel

I. La participation à une action commune

Doc.1 : Crim., 14 décembre 1955, Bull. N° 566.

Doc.2 : Crim., 22 mars 1966, *JCP* 1967. II. 14970, obs. Rieg.

Doc.3: Crim., 5 janvier 1988

II. La responsabilité pénale du chef d'entreprise

a) Le principe :

- Doc. 4 : Crim., 30 décembre 1892 (résumé)

b) La délégation de pouvoirs :

- Doc. 5 : Crim., 19 janvier 1988

- Doc. 6 : Crim., 11 mars 1993

c) La subdélégation :

- Doc. 7 : Crim., 30 octobre 1996

d) La co-délégation

- Doc. 8 : Crim., 23 novembre 2004

III. La responsabilité pénale des personnes morales

Doc. 9 : Crim., 2 décembre 1997, Bull. n° 408, *JCP* 1998. I. 10023, Rapport Desportes.

Doc. 10 : Crim., 20 juin 2006, *D.* 2007. 617, Saint-Pau, *AJ Pénal* 2006. 405, Rémilleux, *JCP* 2006. II. 10199, Dreyer.

Doc. 11 : Crim., 11 octobre 2011, *AJ Pénal* 2012, 35, B. Bouloc.

A consulter : J. Consigli, La responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions involontaires : critères d'imputation, *RSC* 2014, p. 297.

LA COUR;

Joignant les pourvois en raison de la connexité;

Sur les deux moyens de cassation réunis, et communs aux deux demandeurs, pris de la violation et fausse application des art. 309, 311 du Code pénal, 59 et 60 du même Code et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut, insuffisance et contradiction de motifs, et manque de base légale;

En ce que, d'une part, l'arrêt attaqué a prononcé contre deux prévenus une peine motivée par l'application de l'art. 309 du Code pénal alors qu'il constate que la blessure qui pourrait entraîner l'application de ce texte a été causée par un fait unique de jet de pierre, qui, par sa nature même, ne peut être imputable qu'à l'un des prévenus et non à tous les deux, et alors, par ailleurs, que le juge du fait constate l'impossibilité de déterminer auquel des deux prévenus est imputable ce fait unique, d'où il suit, en raison du caractère strictement personnel de la responsabilité pénale qu'aucune condamnation n'était possible par application dudit texte, par lequel le juge du fond s'est faussement considéré comme lié, aucun fait de co-action n'étant concevable de la part de celui des deux prévenus qui n'a pas lancé la pierre qui fut la cause unique de la blessure;

Et, en ce que, d'autre part, l'arrêt attaqué a considéré deux prévenus comme étant à la fois "co-auteurs et complices" d'un fait unique de jet de pierre qui a causé des blessures de nature à entraîner l'application de l'art. 309 du Code Pénal, alors d'une part que s'agissant du même fait, la co-action, et la complicité sont exclusives l'une de l'autre, et alors d'autre part, qu'aucun fait de complicité n'est constaté à l'égard de celui des deux prévenus qui n'est pas l'auteur du jet de la pierre ayant causé la blessure;

Attendu qu'il résulte des énonciations tant du jugement entrepris dont l'arrêt attaqué adopte les motifs, que de l'arrêt lui-même, que le 17 Mars 1952, au cours d'une querelle relative à un puits indivis entre les familles Le Bec et Puillandre, les époux Le Bec exercèrent diverses violences sur la demoiselle Puillandre, lui tordant les bras et tentant de l'entraîner par la force dans leur étable; qu'aux appels de la victime, les époux Le Bec la relâchèrent mais lui jetèrent des pierres dont l'une l'atteignit à la tête lui occasionnant une fracture dont persistent actuellement des séquelles appréciables; que cependant il n'a pas été possible de déterminer lequel des prévenus avait lancé la pierre qui blessa la demoiselle Puillandre; que toutefois la pluralité d'actes matériels de même nature, accomplis en même temps par un ou plusieurs agents animés d'une même détermination forment une action unique.

Attendu que si l'information n'a pas permis de déterminer lequel des prévenus a effectivement porté le coup qui a entraîné la blessure ayant occasionné une incapacité de travail personnel de plus de vingt jours, il est établi par les constatations de l'arrêt attaqué que les deux prévenus ont, du moins, pris une part active et personnelle aux violences exercées sur la personne de la demoiselle Puillandre en jetant des pierres dans sa direction; qu'il suit de là qu'abstraction faite de tous autres motifs surabondants, fussent-ils erronés, et pouvant revêtir le caractère d'une déclaration alternative de culpabilité, l'arrêt attaqué a justifié la condamnation prononcée du chef d'infraction à l'art. 309 du Code pénal, le fait étant unique et la circonstance aggravante résultant des conséquences matérielles de ce fait s'appliquant nécessairement à tous ses co-auteurs;

D'où il suit que les moyens ne sont pas fondés;

Et, attendu que l'arrêt attaqué est régulier en la forme;

Rejette les pourvois.

LA COUR;

Statuant sur le pourvoi de R... contre un arrêt de la cour d'appel de NANCY, Chambre spéciale des enfants du 4 Février 1965 qui a relaxé X..., Y..., Z..., et N... du chef d'incendie par imprudence et a débouté la partie civile de son action;

... Sur le premier moyen de cassation ; ... (sans intérêt) ;

Sur le deuxième moyen de cassation ; ... (sans intérêt) ;

Sur le troisième moyen de cassation, pris de la violation des art. 485 et 593 du Code de Procédure pénale, de l'art. R 38. 4°, du Code pénal, défaut de réponse à des conclusions, contradiction et défaut de motifs et manque de base légale, "en ce que l'arrêt attaqué a infirmé le jugement ayant prononcé condamnation, au motif qu'en admettant même qu'il résulte des présomptions graves, précises et concordantes que l'un ou plusieurs des prévenus a ou ont commis l'imprudence de jeter des bouts de cigarettes allumés sur la sciure, il faudrait, pour qu'une sanction pût être prononcée, que celui-là et que ceux-là fussent identifiés avec certitude, et que l'on ne saurait dans le doute les condamner tous les quatre, au motif que l'un ou plusieurs d'entre eux a ou ont commis la contravention à raison de laquelle ils sont poursuivis ; alors que, il appartenait à la Cour d'appel d'ordonner toutes mesures complémentaires d'instruction afin d'identifier les auteurs de l'incendie et ceci d'autant plus que dans les conclusions développées et présentées à la Cour, il avait été démontré que les quatre prévenus avaient les uns et les autres fumé à l'intérieur du bâtiment, dans la salle où se trouvait la sciure et que tous avaient reconnu qu'il était possible que l'incendie provienne des bouts de cigarettes allumés qu'ils avaient laissés tomber dans la sciure ; que dans ces conditions, l'arrêt attaqué ne pouvait, sans contradiction, prononcer la relaxe avant d'avoir recherché si le doute dont il faisait état était légalement justifié" ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'au cours de la nuit du 18 août 1963, à Menil-Flin, un incendie détruisit un bâtiment appartenant à la Société Pate, dans lequel les mineurs X..., Y..., Z... et N... qui faisaient une randonnée à bicyclette, s'étaient arrêtés ;

Attendu que pour infirmer le jugement de condamnation prononcé contre lesdits mineurs du chef d'incendie involontaire, et fondé sur ce que les prévenus n'avaient point rapporté la preuve contraire du fait d'imprudence qui leur était reproché, l'arrêt attaqué énonce que "si même on admet que l'un ou plusieurs d'entre eux a ou ont commis l'imprudence de jeter des bouts de cigarettes allumés sur la sciure, encore faudrait-il, pour qu'une sanction pût être prononcée, que celui-là fût ou que ceux-là fussent identifiés avec certitude qu'on ne saurait en tout cas dans le doute les condamner tous les quatre au motif que l'un ou plusieurs d'entre eux a ou ont commis la contravention à raison de laquelle ils sont tous les quatre poursuivis" ;

Attendu que la Cour d'appel qui, à la suite de la destruction du bâtiment, admet implicitement qu'aucune mesure d'instruction utile ne pouvait être ordonnée, mesure, d'ailleurs, qu'aucun chef précis de conclusion ne sollicitait, ne pouvait que déduire, sans contradiction, des éléments de la cause empruntés à l'enquête et aux débats, qu'à défaut de pouvoir établir une faute personnelle à la charge de l'un quelconque des prévenus, le doute devait bénéficier à tous ; qu'elle a ainsi justifié sa décision ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs : - Rejette le pourvoi.

LA COUR,

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation de l'article 319 du Code pénal, des articles R. 10, R. 14 et R. 20 du Code de la route, article 1382 du Code civil, articles 485, 512 et 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale :

« en ce que l'arrêt infirmatif attaqué a relaxé le prévenu ;

« aux motifs que les violations répétées des prescriptions du Code de la route et des règles de prudence que les conducteurs ont commises, mais qui sont restées distinctes dans le temps et l'espace des circonstances de l'accident, et qui ne pouvaient être rattachées à celui-ci, ne sauraient être retenues pour mettre à la charge du prévenu la responsabilité de cet accident ; qu'il n'est donc pas démontré qu'il ait commis des infractions au Code de la route ou des imprudences ou d'autres fautes qui aient joué un rôle certain dans la collision, ou qui aient contribué à causer l'accident ;

« alors que les articles 319 et 320 du Code pénal n'exigent pas que la cause de l'homicide ou des blessures involontaires soit directe et immédiate ; qu'en l'espèce, il est constant, ainsi que le relevaient les premiers juges, que le prévenu se trouvait sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé ; qu'il faisait la course avec un autre conducteur et avait entrepris une manœuvre de dépassement quand survenait en sens inverse le véhicule conduit par l'une des victimes, bien que sachant que son camarade, avec lequel il faisait la course, allait immédiatement le suivre ; que l'arrêt attaqué n'infirmait pas ces constatations, se bornant à relever que le prévenu n'aurait pas persisté dans sa manœuvre de dépassement », et que si son camarade « avait pris l'habitude de le suivre » (sic), ce comportement n'avait rien d'obligatoire ; que l'arrêt relève encore que le prévenu « circulait à une vitesse supérieure à 100 km/h » vitesse à laquelle, par conséquent, son camarade « le suivait donc » nécessairement ; qu'en retenant cependant qu'il ne ressortirait pas de ces circonstances que le comportement qu'elle reconnaît fautif du prévenu, n'a pas été la cause de l'accident, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision :

« et alors que la cour d'appel ne pouvait énoncer sans se contredire que le prévenu n'avait pas persisté dans sa manœuvre de dépassement et « s'était rebattu à droite » et que son camarade a « cherché à le dépasser en troisième position » ; »

Vu lesdits articles :

Attendu que tout jugement ou arrêt doit comporter les motifs propres à justifier la décision ; que l'insuffisance ou la contradiction des motifs équivaut à leur absence :

Attendu qu'il appert de l'arrêt attaqué qu'une collision frontale s'est produite entre les véhicules respectivement conduits par Barberel, celui-ci doublant, en la hauteur du passage, la voiture que pilotait Michaut avec lequel il « faisait la course » et par Lordon qui arrivait en sens inverse : que ce dernier, son passager, Bruno Larivière, et Barberel ont été tués, tandis que Monique Poiré, Didier Crouette et Patrick Martin, passagers de Barberel, ont été grièvement blessés, la première devant

décéder, deux ans plus tard, des suites de ses lésions ; que poursuivi pour homicides et blessures involontaires Michaut a été condamné, de ces chefs, par le Tribunal qui s'est en outre prononcé sur les intérêts civils :

Attendu que pour infirmer le jugement et relaxer le prévenu, la juridiction du second degré, après avoir rappelé l'enchaînement des faits, analyse notamment les déclarations d'un témoin selon lesquelles la collision précitée a eu lieu au moment où, dépassant à grande vitesse et en troisième position l'automobile de Michaut, qui venait lui-même de déboîter pour doubler le véhicule dudit témoin, Barberel se trouvait complètement à gauche par rapport à son sens de marche, alors que survenait la voiture de Lordon ; qu'elle estime que ces déclarations démontrent que le prévenu « n'a pas continué sa manœuvre de dépassement » ; qu'au demeurant l'accrochage de son véhicule a été antérieur au choc entre la voiture de Barberel et l'automobile de Lordon, qui s'est produit quand, ne se bornant plus à imiter son camarade dans ses évolutions, le premier nommé s'est délibérément porté à la hauteur de Michaut à l'instant où celui-ci entreprenait de doubler ; que les différentes pièces du dossier ne prouvent pas que cet accrochage ait été causé par cette manœuvre et qu'en outre il ait eu une incidence sur la collision ultérieure :

Attendu que les juges détaillent ensuite les autres raisons de fait pour lesquelles ils considèrent que le comportement de Michaut n'a pas été à l'origine de l'accident survenu avec lequel la contravention de vitesse excessive commise par le prévenu « n'est pas en relation certaine » ; qu'ils énoncent enfin que « les violations répétées des prescriptions du Code de la route et des règles de prudence que les conducteurs Michaut et Barberel ont commises, mais qui sont restées complètement distinctes, dans le temps et dans l'espace, des circonstances de l'accident et ne peuvent être rattachées à celui-ci, ne sauraient être retenues pour mettre à la charge du premier nommé la responsabilité d'une collision dans laquelle il n'est pas prouvé que lesdites imprudences, ou d'autres fautes, aient joué un rôle certain » :

Mais attendu, d'une part, qu'alors que son analyse de la genèse de l'accident l'avait précisément conduite à relever, à l'encontre des automobilistes Michaut et Barberel, « des violations répétées des prescriptions du Code de la route et des règles de prudence » la cour d'appel ne pouvait, sans contradiction par rapport à cette appréciation qui par son caractère global s'appliquait nécessairement à l'enchaînement, indivisible, des faits exposés, esimer que le premier nommé, seul survivant, était exempt de toute responsabilité dans la collision survenue ; que, d'autre part, elle aurait dû rechercher si en participant à une action dangereuse et en créant par leur imprudence, même s'il n'a pas été possible de déterminer l'incidence directe des actes accomplis, par chacun d'eux, un risque grave dont des tiers ont été les victimes ces deux conducteurs n'avaient pas commis une faute commune dont Michaut devait dès lors assumer intégralement les conséquences dommageables ; que la cassation est encourue de ces chefs :

Par ces motifs :

CASSE

Responsabilité pénale du décideur (chef d'entreprise) :

- responsabilité personnelle :

Crim. 30 décembre 1892 (résumé)

Si, en principe, nul n'est passible de peines qu'à raison de son fait personnel, la responsabilité pénale peut cependant naître du fait d'autrui dans les cas exceptionnels où certaines obligations légales imposent le devoir d'exercer une action directe sur les faits d'un auxiliaire ou d'un préposé ; il en est ainsi, notamment, dans les industries ou commerces réglementés, où la responsabilité pénale remonte aux chefs d'entreprises, à qui sont personnellement imposés les conditions et le mode d'exploitation de leur industrie ou commerce. • Crim. 30 déc. 1892 : *J. 1894. 1. 201*, note Villey • 28 févr. 1956 : *Bull. crim. n° 205* ; *D. 1956. 351* ; *JCP 1956. II. 5304*, note de Lestang • 14 févr. 1967 : *Bull. crim. n° 65* • 17 oct. 1967 : *ibid. n° 250* ; *Gaz. Pal. 1967. 2. 290* • 25 avr. 1968 : *JCP 1969. II. 16100*, note Puech • 27 juill. 1970 : *Bull. crim. n° 250*

- délégation de pouvoirs :

Crim. 19 janvier 1988

CASSATION sur le pourvoi formé par Pascal Joseph, contre un arrêt du 25 mars 1987 de la cour d'appel de Grenoble (chambre correctionnelle) qui, pour défaut d'installation d'un appareil de contrôle sur un véhicule assujéti à cette obligation et pour défaut de copie de l'horaire de travail, l'a condamné à deux amendes de 800 francs.

LA COUR,

Vu le mémoire signé du demandeur ;

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 593 du Code de procédure pénale et 1123 du Code civil ;

Vu lesdits articles ;

Attendu que si dans les industries réglementées la responsabilité pénale remonte essentiellement au chef d'entreprise, celui-ci peut être exonéré de cette responsabilité s'il rapporte la preuve qu'il a délégué ses pouvoirs à un préposé investi par lui et pourvu de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires pour veiller à l'observation des dispositions en vigueur ;

Attendu que tout jugement ou arrêt doit être motivé ; que l'insuffisance de motifs équivaut à leur absence ;

Attendu que pour rejeter l'argumentation de Pascal, gérant d'une entreprise de travaux publics, qui, poursuivi pour défaut d'installation d'un contrôlographe dans un véhicule et défaut de fiche d'horaire de travail dans ce même véhicule, prétendait qu'il avait délégué ses pouvoirs à un chef de service, la cour d'appel énonce qu'une telle délégation n'est « admise qu'en matière d'infraction au Code du travail (hygiène et sécurité) » ;

Mais attendu qu'en statuant ainsi, la cour d'appel, qui aurait dû rechercher si délégation avait été effectivement donnée par le prévenu à un préposé muni de l'autorité et des moyens nécessaires, a méconnu les principes ci-dessus rappelés et a privé sa décision de base légale ;

D'où il suit que la cassation est encourue ;

Par ces motifs :

CASSE ET ANNULE en toutes ses dispositions l'arrêt rendu le 25 mars 1987 par la cour d'appel de Grenoble, et pour qu'il soit à nouveau jugé conformément à la loi ;

RENVOIE la cause et les parties devant la cour d'appel de Lyon.

Crim., 11 mars 1993 – La délégation de pouvoir

CASSATION sur le pourvoi formé par :

- le procureur général près la cour d'appel de Bourges,

contre l'arrêt de ladite cour d'appel, chambre correctionnelle, en date du 9 janvier 1992 qui, dans les poursuites exercées du chef de revente à perte contre Noël X... et l'hypermarché Carrefour pris comme solidairement responsable, a relaxé le prévenu.

LA COUR,

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation de l'article 593 du Code de procédure pénale, de l'article 32 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986, insuffisance de motifs et manque de base légale :

Vu lesdits articles, ensemble l'article 1er de la loi du 2 juillet 1963 ;

Attendu, d'une part, que tout jugement ou arrêt doit contenir les motifs propres à justifier la décision ; que l'insuffisance des motifs équivaut à leur absence ;

Attendu, d'autre part, que, sauf si la loi en dispose autrement, le chef d'entreprise, qui n'a pas personnellement pris part à la réalisation de l'infraction, peut s'exonérer de sa responsabilité pénale s'il rapporte la preuve qu'il a délégué ses pouvoirs à une personne pourvue de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires ;

Attendu qu'il appert de l'arrêt attaqué que pour relaxer Noël X..., directeur du magasin Carrefour, du chef de revente à perte, la cour d'appel, après avoir relevé l'existence d'une délégation de pouvoirs consentie au responsable du service épicerie du magasin, aux termes de laquelle ce dernier est chargé de veiller au respect des " règles applicables pour la fixation des prix de vente aux consommateurs ", se borne à énoncer que le prévenu ne peut être tenu pour pénalement responsable de l'infraction qui lui est reprochée, compte tenu de cette délégation ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi, sans rechercher si le titulaire de la délégation de pouvoirs était bien investi de la compétence et de l'autorité nécessaires et doté des moyens propres à l'accomplissement de sa tâche, et alors que l'infraction poursuivie reposait sur la fixation des prix de revente des produits, étroitement liée à la détermination de leur prix d'achat effectif, la cour d'appel n'a pas donné une base légale à sa décision ;

Que la cassation est, dès lors, encourue ;

Par ces motifs :

CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Bourges,

Et pour qu'il soit jugé à nouveau conformément à la loi :

RENVOIE la cause et les parties devant la cour d'appel de Limoges.

Crim., 30 octobre 1996, La subdélégation de pouvoirs

REJET du pourvoi formé par :

- X... Olivier,

contre l'arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, 7e chambre, du 17 mai 1994, qui, pour infractions délictuelles à la réglementation de la sécurité du travail et délit de blessures involontaires, l'a condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende et a prononcé sur les intérêts civils.

LA COUR,

Vu les mémoires ampliatif et complémentaire produits ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'un travailleur intérimaire, mis à la disposition des établissements Entrepose, a été victime d'un accident sur un chantier où intervenait cette société, au cours d'une opération de manutention réalisée en collaboration avec une entreprise de levage ;

Que, saisie des poursuites exercées pour diverses infractions à la réglementation de la sécurité du travail et pour blessures involontaires contre Pierre Y..., directeur régional du département tuyauterie et services industriels de la société Entrepose, Olivier X..., salarié de celle-ci, tous 2 bénéficiaires d'une délégation de pouvoirs en matière de sécurité, et contre le gérant de l'entreprise de levage, la cour d'appel a déclaré les 2 derniers coupables du délit de blessures involontaires ainsi que d'une ou plusieurs infractions au décret du 8 janvier 1965 ;

En cet état ;

Sur le premier moyen de cassation pris de la violation de l'article L. 263-2 du Code du travail, des articles 319 et 320 de l'ancien Code pénal, de l'article 222-19 du nouveau Code pénal, des articles 40, 62 et 55 du décret du 8 janvier 1965, des articles 591 et 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale :

" en ce que l'arrêt attaqué a déclaré Olivier X... coupable d'infractions à la législation du travail et de blessures involontaires causées par inobservation des règlements ;

" aux motifs que, sur les responsabilités encourues au sein de la société Entrepose, il résulte de la procédure et des pièces produites que la responsabilité du chantier Arco, en matière d'hygiène et de sécurité, incombait à Olivier X..., titulaire depuis le 2 juillet 1990 d'une délégation de pouvoirs de Patrick Z..., lui-même délégué de M. A..., directeur du département tuyauteries et services industriels ; que le dénommé Olivier X..., étant doté de la compétence et de l'autorité nécessaires, ne conteste d'ailleurs pas le principe de sa responsabilité au sein de la société Entrepose ; que Pierre Y... est le directeur régional du département tuyauteries et services industriels ; que la délégation de pouvoirs dont Pierre Y... a été investi de la part de M. A... a seulement pour objet de veiller à l'application de la réglementation du travail et des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel dans le règlement général de sécurité en vigueur ;

" alors, d'une part, que les infractions à la législation du travail sont en principe imputables au chef d'entreprise dès lors qu'il est personnellement tenu de veiller au sein de l'entreprise au respect des règles de sécurité et que les salariés de l'entreprise ne peuvent être tenus pour pénalement responsables en ses lieu et place que par l'effet d'une délégation de pouvoirs dont il appartient à la poursuite d'établir la régularité en sorte qu'il ne suffit pas que le prévenu préposé ne conteste pas sa régularité pour que celle-ci puisse être tenue pour valable ;

" alors, d'autre part, qu'il appartient au seul chef d'entreprise de déléguer ses pouvoirs à un salarié de son choix pourvu de l'autorité et de la compétence nécessaires et d'autoriser le cas échéant des subdélégations et que, dans la mesure où, en l'espèce, l'arrêt ne constate pas l'existence d'une délégation initiale du chef d'entreprise au directeur du département tuyauteries et services industriels de la société Entrepose, M. A... autorisant les subdélégations dont elle fait état, la cour d'appel ne met pas la Cour de Cassation en mesure d'exercer son contrôle sur la légalité de sa décision ;

" alors, enfin, que le cumul de plusieurs délégations pour veiller à la réglementation du travail et des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel parce qu'elle est de nature à restreindre et à entraver les initiatives de chacun des délégataires, est irrégulier et que l'arrêt qui a constaté l'existence de 2 subdélégations de pouvoirs concurrentes au profit d'Olivier X... et Pierre Y..., sans préciser de quelle manière elles s'articulaient, n'a pas légalement justifié sa décision " ;

Attendu que, pour dire imputables à Olivier X... diverses infractions au décret du 8 janvier 1965, la juridiction du second degré se prononce par les motifs reproduits au moyen ;

Attendu qu'en l'état de ces énonciations, la cour d'appel, qui, contrairement à ce qui est soutenu, n'a pas retenu l'existence d'un cumul de délégations au profit d'Olivier X... et de Pierre Y..., a justifié sa décision sans encourir les griefs allégués ; que les juges n'étaient pas tenus de s'expliquer plus amplement sur la réalité, non contestée devant eux, de la délégation de pouvoirs initiale émanant du chef d'entreprise, dont l'**autorisation** n'est pas nécessaire à la validité des subdélégations de pouvoirs, dès lors que celles-ci sont régulièrement consenties et que les subdélégataires sont pourvus de la compétence, de l'autorité et des moyens propres à l'accomplissement de leur mission ;

Que la cour d'appel ayant, sans insuffisance, souverainement décidé que tel était le cas en l'espèce, le moyen doit être écarté ;

Crim., 23 novembre 2004, La co-délégation de pouvoirs

Sur le troisième moyen de cassation, pris de la violation des articles 221-6 du Code pénal, L.231-2, L.263-2 du Code du travail, 591 et 593 du Code de procédure pénale ;

"en ce que l'arrêt infirmatif attaqué a renvoyé Pierre B... des fins de la poursuite exercée des chefs d' "homicide involontaire dans le cadre du travail" et d'"emploi de salarié sans prévoir de protection contre chute d'objet - bâtiment ou travaux publics" ;

"aux motifs que, "il ressort des éléments versés au dossier que Pierre B... avait délégué ses pouvoirs en matière de sécurité à Pierre D..., délégation parfaitement valable et répondant aux critères légaux et jurisprudentiels ; qu'au surplus, une délégation de pouvoir avait été consentie au chef de chantier, Yves C... qui avait commencé les opérations de déchargement sans se plaindre en quoi que ce soit d'un manque de moyens à son niveau ; que compte tenu de ces éléments, la responsabilité de Pierre B... ne saurait être davantage recherchée en l'espèce" ;

"alors que 1), un chef d'entreprise ne peut déléguer ses pouvoirs à plusieurs personnes pour l'exécution d'un même travail, un tel cumul étant de nature à restreindre l'autorité et à entraver les initiatives des prétendus délégataires ; que le juge du fond ne pouvait donc relaxer Pierre B... , représentant légal de la Société Gagne, au prétexte que des délégations de pouvoirs avaient été consenties à la fois à Pierre D... et à Yves C..., un tel cumul de délégations n'étant pas valable ;

"alors que 2), l'insuffisance des motifs équivaut à leur absence, qu'en affirmant simplement que la délégation consentie à Pierre D... "répond(ait) aux critères légaux et jurisprudentiels", sans constater précisément que Pierre D... était pourvu de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires pour l'exercice des pouvoirs délégués, la cour d'appel n'a pas suffisamment motivé sa décision ;

"alors que 3), en jugeant valable la délégation de pouvoirs consentie à Yves C..., salarié de la Société Gagne, au seul motif qu'il avait commencé les opérations de déchargement "sans se plaindre en quoi que ce soit d'un manque de moyens à son niveau". sans rechercher s'il avait été en mesure d'assurer la sécurité sur le chantier, tout en procédant lui-même aux opérations de déchargement, la cour d'appel a privé sa décision de base légale ;

"alors que 4), en jugeant valable la délégation de pouvoirs consentie à Yves C..., salarié de la Société Gagne, au seul motif qu'il avait commencé les opérations de déchargement "sans se plaindre en quoi que ce soit d'un manque de moyens à son niveau", sans même s'expliquer sur la présence de Pierre X... à proximité des poutrelles au cours du déchargement, et sans rechercher si Pierre X..., salarié de la Société TMC A..., avait dû en réalité participer aux opérations de déchargement, ce qui aurait mis en évidence l'insuffisance des moyens mis à la disposition d'Yves C... par la Société Gagne, pour mener à bien et en toute sécurité les opérations de déchargement, la cour d'appel a privé sa décision de base légale" ;

Vu l'article L. 263-2 du Code du travail ;

Attendu que, si le chef d'entreprise a la faculté de déléguer la direction d'un chantier à un préposé investi par lui et pourvu de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires pour veiller efficacement à l'observation des dispositions en vigueur, il ne peut, en revanche, déléguer ses pouvoirs à plusieurs personnes pour l'exécution d'un même travail, un tel cumul étant de nature à restreindre l'autorité et à entraver les initiatives de chacun des prétendus délégataires ;

Attendu que, pour renvoyer Pierre B... , président de la société Gagne des fins de la poursuite, l'arrêt retient que le prévenu a délégué ses pouvoirs en matière de sécurité à deux chefs de chantier ;

Mais attendu qu'en se déterminant ainsi, la cour d'appel a méconnu le sens et la portée du texte susvisé et du principe ci-dessus énoncé ;

D'où il suit que la cassation est de nouveau encourue ;

Par ces motifs,

LA COUR (...) - Sur le troisième moyen de cassation, pris de la violation des articles 121-2, 441-7 du Code pénal, 161, alinéa 4-1°, de l'ancien Code pénal, 591 et 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale :

• « en ce que l'arrêt attaqué a déclaré la SA RS coupable d'avoir volontairement fait usage de fausses attestations établies par Jean-Pierre D. et Laurent L. ;

• « aux motifs, qu'en l'espèce, il ressort des propres déclarations de Jean-Marie F. à l'audience que les attestations litigieuses ont été sollicitées à la suite d'une initiative conjointe du service du personnel et du directeur régional ; que, devant le magistrat instructeur, il avait indiqué que c'était à la demande de la société que les imprimés relatifs aux attestations avaient été adressés à Jean-Pierre D. et Laurent L. et que lesdites attestations avaient été produites avec l'accord de la société qu'il a toujours représentée dans l'instance prud'homale après avoir été le signataire de la lettre de licenciement d'Éric L. ; qu'il est ainsi suffisamment établi qu'un représentant légal de la SA RS est intervenu dans la réalisation de l'infraction commise pour le compte de la société qui avait un intérêt manifeste à justifier le licenciement intervenu pour éviter une éventuelle condamnation à des dommages-intérêts ; que le moyen tenant à l'absence de l'élément matériel de l'infraction sera, en conséquence, écarté ; que la SA RS est, par ailleurs, mal fondée à soutenir que l'élément moral de l'infraction ne serait pas caractérisé dès lors que seul le service du personnel aurait sollicité les attestations ; qu'outre l'argumentation sus-développée, il apparaît que la décision de licencier Éric L. a été prise au plus haut niveau au vu d'un rapport établi à la demande de M. Z., responsable du service de contrôle des avoirs, par Jean-Pierre D. qui n'avait pourtant pas la qualité de chef d'agence ; que la SA RS qui disposait aussi des explications nécessairement données par Éric L. lors de l'entretien préalable à son licenciement, ne pouvait donc ignorer, lorsqu'elle les a produites en justice, que les attestations de Jean-Pierre D. et Laurent L. comportaient certaines affirmations inexactes ;

• « alors, d'une part, que la responsabilité pénale d'une personne morale suppose que soit établie la responsabilité pénale d'une ou plusieurs personnes physiques représentant ladite personne morale ; qu'en énonçant qu'un représentant légal de la société RS était intervenu dans la réalisation de l'infraction commise sans constater qu'était établie la responsabilité pénale d'une personne physique nonumément désignée représentant la personne morale, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision ;

• « alors, d'autre part, que la responsabilité pénale de la personne morale ne peut être engagée que si l'infraction a été commise par un représentant de celle-ci ; qu'en se bornant à énoncer qu'un représentant légal de la société RS était intervenu dans la réalisation de l'infraction commise sans caractériser la commission par un représentant de la société de l'infraction prétendue, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision ;

• « alors, enfin, que l'intention frauduleuse constitutive du délit d'usage de fausses attestations suppose la conscience de son auteur du caractère inexact des mentions qu'elles contiennent ; qu'en se bornant à retenir que la société RS ne pouvait ignorer, lorsqu'elle les a produites en justice, que les attestations de Jean-Pierre D. et Laurent L. comportaient certaines affirmations inexactes sans s'expliquer sur les conclusions de la société RS qui insistait sur le fait que, s'agissant de faux intellectuels, elle n'avait pu avoir connaissance du caractère inexact des attestations dès lors que la procédure de licenciement d'Éric L. avait été suivie au niveau régional sur la base d'un rapport établi par Jean-Pierre D., la cour d'appel n'a pas caractérisé l'élément intentionnel du délit, privant ainsi sa décision de toute base légale » ;

Vu lesdits articles ;

• Attendu qu'il résulte de l'article 121-2 du Code pénal que les personnes morales ne peuvent être déclarées pénalement responsables que s'il est établi qu'une infraction a été commise, pour leur compte, par leurs organes ou représentants ;

• Attendu que, pour déclarer la société anonyme RS coupable d'usage de fausses attestations établies contre Éric L., la cour d'appel retient que celles-ci ont été produites en justice par Jean-Marie F. qui, en qualité de directeur général, représentait la société dans l'instance prud'homale introduite par le salarié ; que les juges ajoutent que, lorsqu'elle a produit les attestations, « la SA RS » ne pouvait ignorer qu'elles comportaient certaines affirmations inexactes ;

• Mais attendu qu'en prononçant ainsi, alors qu'il lui appartenait de rechercher si le directeur général de la société, organe de la personne morale avait eu personnellement connaissance de l'inexactitude des faits relatés dans les attestations et si l'élément intentionnel du délit était ainsi caractérisé, la cour d'appel n'a pas justifié sa décision au regard de l'article précité ;

• D'où il suit que la cassation est encourue de ce chef ;

Par ces motifs,

• Casse et annule l'arrêt susvisé de la Cour d'appel de Limoges en date du 18 octobre 1996, mais uniquement en ses dispositions prononçant sur les actions publique et civile dirigées contre la société RS, toutes autres dispositions étant expressément maintenues ;

• Renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel de Paris, à ce désigné par délibération spéciale prise en chambre du conseil ; (...).

**Cour de Cassation
Chambre criminelle
Audience publique du 20 juin 2006**

Statuant sur le pourvoi formé par :
- LA SOCIETE SOLLAC LORRAINE,

contre l'arrêt de la cour d'appel de METZ, chambre correctionnelle, en date du 10 novembre 2004, qui, pour homicide involontaire, l'a condamnée à 15 000 euros d'amende, a ordonné l'affichage de la décision et a prononcé sur les intérêts civils ;

Vu le mémoire produit ;

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des articles 121-2, 121-3, 221-6 du code pénal, 591 et 593 du code de procédure pénale, défaut de motifs et manque de base légale ; en ce que l'arrêt confirmatif attaqué a déclaré la société Sollac Lorraine coupable d'homicide involontaire et l'a condamnée pénalement et civilement ; "aux motifs que, s'agissant d'un homicide involontaire survenu dans le cadre de la responsabilité pénale d'une personne morale, sont applicables - à l'exclusion de l'article 121-3, alinéa 4, du code pénal réservé aux seules personnes physiques, - les dispositions de l'article 121-3, alinéa 3, du code pénal, visées dans la prévention et ainsi libellées : "il y a également délit lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait" ; qu'en conséquence, et conformément à l'article 221-6, alinéa 1e, du code pénal, visé dans la prévention, la responsabilité de la société Sollac Lorraine est envisageable : 1) si par maladresse ou imprudence ou inattention ou négligence, ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement chacune des cinq conduites incriminées étant indépendantes des autres, la société Sollac Lorraine a commis une faute simple - à l'exclusion de la faute délibérée ou caractérisée au sens de l'article 121-3, alinéa 4, du code pénal - ayant causé la mort d'Alain X... ; 2) et si la société Sollac Lorraine n'a pas accompli les diligences normales, compte tenu de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences, ainsi que du pouvoir et des moyens à sa disposition ; qu'il résulte des pièces de la procédure et des débats que la zone où s'est produit l'accident est une ancienne plate-forme mise hors service officiellement en décembre 1996 mais dans la pratique dès 1994 ; que, depuis lors, cette plate-forme parce que désaffectée n'a été soumise à aucun entretien, aucune surveillance, ni aucun contrôle sur le plan de la sécurité ; qu'aucune explication n'a été avancée par la société Sollac Lorraine justifiant le maintien de la plate-forme et de la super structure métallique environnante, qui auraient dû être aussitôt démontées ; qu'ainsi, rendue de plus en plus dangereuse par l'effet des intempéries, cette plate-forme exposée à une intense corrosion naturelle a continué à se dégrader ; que cette corrosion était de surcroît masquée par la poussière qui s'est déposée au fil du temps ; que le soir de l'accident, une tôle corrodée a cédé sous les pas d'Alain X... précipitant cet homme dans le vide ; qu'ensuite, s'il est exact que la plate-forme désaffectée était ceinturée par un garde-corps d'une hauteur d'1 mètre 20, qu'Alain X... avait suivi une formation dispensée par la société Sollac Lorraine concernant le travail en hauteur et sur les risques engendrés par le franchissement d'un garde-corps, il convient cependant de retenir que le garde-corps d'à peine 1 mètre 20, pouvait être enjambé sans difficulté ; que la plate-forme désaffectée n'était pourvue d'aucune signalisation, d'aucun panneau interdisant l'accès et prévenant du danger qu'il y avait à l'emprunter ; que Michel Y... l'a reconnu lui-même devant les enquêteurs (cf. : "il est exact qu'aucun panneau ne précisait le danger, simplement du fait que le garde-corps était présent. En fait comme personne ne nous a alerté du danger de cette plate-forme nous n'avons pas posé de panneau, ce que nous faisons systématiquement lorsqu'une zone nous est signalée présentant un danger supplémentaire") ; que la présence d'un garde-corps d'une hauteur appropriée jumelée avec une signalisation attirant l'attention de l'utilisateur sur le danger encouru, auraient été très dissuasifs, même si l'on tient compte de l'heure tardive et de l'obscurité, du fait que

les lieux étaient, le soir de l'accident, bien éclairés (compte rendu et enquête du CHSCT des 18 et 26 septembre 2002) ; enfin, que la présence serait-elle injustifiée de la victime sur la plate-forme désaffectée ainsi de même que la décision prise par Alain X... d'enjamber le garde-corps entourant ladite plate-forme, ne sauraient à elles seules constituer une cause exonératoire de responsabilité pour la société Sollac Lorraine ; qu'en effet, outre le fait que la motivation d'Alain X... décrit cependant comme un contre-maître expérimenté et consciencieux nous sera à jamais inconnue, il convient d'observer que la Cour de cassation considère que la faute, réelle ou supposée de la victime, n'exonère le prévenu de sa responsabilité que si elle a été la cause unique et exclusive de l'accident ou bien présente le caractère de la force majeure ; qu'en l'espèce, ce n'est pas le cas pour les raisons déjà susrappelées ; qu'en conséquence, la mort accidentelle d'Alain X... est consécutive à une faute d'imprudence et/ou de négligence commise par la société Sollac Lorraine qui n'a pas accompli les diligences normales lui incombant compte tenu de sa mission, de ses fonctions, de ses compétences ainsi que des moyens mis à sa disposition ; qu'en effet, d'une part, la société Sollac Lorraine n'a pas fait procéder, sans doute par souci d'économie, en tout cas sans raison légitime, au démontage et à l'enlèvement de la plate-forme litigieuse, devenue au fil du temps de plus en plus vétuste et dangereuse ; que l'ayant maintenue, la société Sollac Lorraine s'est crue, à tort, dispensée d'assurer son entretien sous le prétexte fallacieux que personne ne pouvait ou ne devait désormais s'y aventurer ; que, d'autre part, la société Sollac Lorraine n'a pas fait procéder à un "signalement" des lieux suffisamment dissuasif tel que garde-corps d'une hauteur suffisante - mise en place de panneaux interdisant l'accès des lieux, et d'une manière générale de toute signalisation attirant l'attention de l'utilisateur, sur un site devenu dangereux ; que les premiers juges ont donc à bon droit retenu la société Sollac Lorraine prise en la personne de Michel Y... dans les liens de la prévention ; que cette déclaration de culpabilité par substitution de motifs et adoption des motifs non contraires des premiers juges, sera confirmée dans les limites de la prévention retenue à hauteur de Cour c'est-à-dire au regard du délit d'homicide involontaire, les infractions relevées par les premiers juges dans le cadre des dispositions prévues au code du travail relativement à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, étant surabondantes ;

"alors qu'aux termes de l'article 121-2 du code pénal, la responsabilité pénale des personnes morales est une responsabilité du fait personnel par représentation, impliquant qu'une infraction soit commise pour son compte par ses organes ou représentants ; qu'en se bornant à imputer à la seule société Sollac Lorraine une infraction d'homicide involontaire pour n'avoir pas accompli les diligences normales lui incombant, compte tenu de sa mission, de ses fonctions et de ses compétences, ainsi que des moyens mis à sa disposition, sans rechercher l'organe ou le représentant de la société qui aurait commis une faute susceptible d'engager la responsabilité pénale de la personne morale, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision, violant les articles visés au moyen" ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de procédure que, le 17 novembre 2002, Alain X..., salarié de la société Sollac Lorraine, a fait une chute mortelle alors que, pour l'exécution d'une mission d'inspection, il venait d'emprunter une plate-forme métallique mise hors service, dont la dangerosité n'était pas signalée et qui, du fait de sa corrosion, a cédé sous son poids ; que la société Sollac Lorraine a été poursuivie du chef d'homicide involontaire, en raison de l'inobservation de dispositions relatives à la sécurité des travailleurs ;

Attendu que pour dire la prévention établie, l'arrêt, confirmant le jugement entrepris sur la culpabilité, prononce par les motifs repris au moyen ;
Attendu qu'en cet état, la demanderesse ne saurait se faire un grief de ce que les juges du fond l'aient déclarée coupable du délit d'homicide involontaire sans préciser l'identité de l'auteur des manquements constitutifs du délit, dès lors que cette infraction n'a pu être commise, pour le compte de la société, que par ses organes ou représentants ;
D'où il suit que le moyen ne saurait être admis ;

Crim., 11 octobre 2011

Vu l'article 593 du code de procédure pénale

Attendu que tout jugement ou arrêt doit comporter les motifs propres à justifier la décision ; que l'insuffisance ou la contradiction des motifs équivaut à leur absence

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, le 29 avril 2004, à **Ducos** (Martinique), alors que M. Z..., employé temporaire de la société Travaux électriques martiniquais (TEM) à laquelle la société Electricité de France (EDF) avait fait appel pour procéder au remplacement d'isolateurs et de parafoudres, faisait l'ascension d'un poteau électrique, sa longe a heurté des conducteurs du réseau encore placés sous tension, provoquant une forte décharge électrique qui, en lui faisant lâcher prise, a entraîné sa chute mortelle d'une hauteur de 8,40 mètres du sol ;

Attendu que MM. X... et Y..., agents de la société EDF chargés de procéder conjointement aux différentes opérations préalables aux travaux effectués par M. Z..., ont été déclarés coupables d'homicide involontaire pour avoir, dans le cadre du travail, par manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, provoqué la mort de M. Z..., faute pour eux de s'être assurés de la mise hors tension d'un poteau électrique sur lequel ils avaient laissé l'employé intervenir ;

Attendu que, pour confirmer le jugement ayant condamné la société EDF pour homicide involontaire, l'arrêt retient, notamment, que l'infraction a été commise par MM. X... et Y..., qui, leur statut et leurs attributions étant clairement définis, étaient les représentants de la société EDF "nonobstant l'absence formelle de délégation de pouvoirs" ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi, sans mieux s'expliquer sur l'existence effective d'une délégation de pouvoirs ni sur le statut et les attributions des agents mis en cause propres à en faire des représentants de la personne morale, au sens de l'article 121-2 du code pénal, la cour d'appel n'a pas justifié sa décision.

D'où il suit que la cassation est encourue

Par ces motifs

CASSE et ANNULE, en toutes ses dispositions, l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Fort-de-France, en date du 16 septembre 2010, et pour qu'il soit à nouveau jugé, conformément à la loi,

Droit pénal général
Année 2017/2018

Séance N° 7

La complicité

I. La criminalité d'emprunt

Doc. 1 : Crim., 21 mai 1990, Bull. n° 203.

Doc. 2 : Crim., 31 janvier 1996, Bull. N° 56.

Doc. 3 : Crim., 24 mai 2006, *AJ Pénal* 2006. 316, C. Girault.

II. La participation matérielle du complice

L'aide et l'assistance :

Doc. 4 : Crim., 11 juin 1998

La provocation :

Doc. 5 : Crim., 18 mars 2003, *D.* 2004, somm. 311, *Dr. pénal* 2003, comm. 95.

La complicité par abstention :

A consulter : A. Decocq, Inaction, abstention et complicité par aide et assistance, *JCP* 1983. I. 3124.

Doc. 6 : Crim., 19 décembre 1989, *D.* 1990, p. 198, note D. Mayer, *Rev. sc. crim.* 1990, p. 775, obs. Vitu.

III. La participation morale du complice

Doc. 7 : Crim., 13 janvier 1955 (aff. Nicolaï), *DS* 1955, p. 291, note Chavanne.

Doc. 8 : Crim., 21 mai 1996, Bull. N° 206.

IV. La « tentative » de complicité

Doc. 9 : Crim., 23 mars 1978, Bull. N° 116.

V. La complicité de complicité

Doc. 10 : Crim., 15 décembre 2004, *D.* 2005, p. 2128, note G. Royer.

Résoudre les cas pratiques

Cour de Cassation
Chambre criminelle
Audience publique du 21 mai 1990

Rejet

N° de pourvoi : 89-86119
Publié au bulletin

Président : M. Angevin, conseiller le plus ancien faisant fonction
Rapporteur : M. Diémer
Avocat général : M. Rabut
Avocat : la SCP Fortunet et Matteï-Dawance

REPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

REJET du pourvoi formé par Slimani Marie-Jeanne, contre l'arrêt de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône en date du 6 octobre 1989 qui l'a condamnée à 10 ans de réclusion criminelle pour complicité d'homicide volontaire.

LA COUR,

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des articles 59 et 60 du Code pénal, défaut de motifs, manque de base légale :

" en ce que l'arrêt attaqué condamne Marie-Jeanne Slimani comme complice du crime d'homicide volontaire avec préméditation de guet-apens dont Yeremian était accusé ;

" alors que Yeremian, poursuivi comme auteur principal, ayant été acquitté, Marie-Jeanne Slimani, en l'absence de fait principal punissable ne pouvait être condamnée comme complice " ;

Attendu que David Yeremian et Marie-Jeanne Slimani ont été renvoyés devant la cour d'assises sous l'accusation, le premier d'assassinat, la seconde de complicité de ce crime ;

Que la Cour et le jury, après avoir résolu par l'affirmative une première question leur demandant s'il est constant qu'un homicide a été volontairement commis sur la personne de Ghondi Badaoui, ont répondu négativement à la question relative à la culpabilité de Yeremian mais affirmativement à celle qui les interrogeait sur le point de savoir si Marie-Jeanne Slimani était coupable d'avoir provoqué à l'action spécifiée à la question n° 1 par abus d'autorité ou de pouvoir, machination ou artifices coupables ;

Attendu en cet état, qu'en condamnant Marie-Jeanne Slimani pour complicité d'homicide volontaire, la cour d'assises n'a en rien méconnu les textes de loi visés au moyen ;

Qu'en effet l'acquiescement de la personne, renvoyée comme auteur principal d'un crime, n'exclut pas la culpabilité de complices de cette action, dès lors que, comme en l'espèce, l'existence du fait criminel a été établie par la réponse affirmative de la Cour et du jury à la question qui leur était posée dans une forme abstraite sur la matérialité du crime ;

D'où il suit que le moyen ne peut être accueilli ;

Et attendu que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par la Cour et le jury ;

REJETTE le pourvoi

Crim. 31 janvier 1996, Bull. crim. N°56

Sur le neuvième moyen de cassation pris de la violation des articles 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, 2, 59, 30, 295, 296, 298 et 302 du Code pénal ancien, 121-4, 121-5, 121-6, 121-7, 222-1, 221-3, 221-4-4°, 132, 29 du Code pénal nouveau, 231, 347, 348, 350 et 351 du Code de procédure pénale, ensemble violation de l'autorité de chose jugée :

« en ce que Romain Bichara a été condamné à la faveur de la réponse positive apportée par la Cour et le jury à la question n° 1 ainsi libellée : "est-il constant qu'à Pointe-à-Pitre, le 24 juin 1985, en tous cas depuis temps non prescrit, Robert Tchalian a été victime d'une tentative d'homicide volontaire, ladite tentative manifestée par un commencement d'exécution n'ayant manqué son effet que par suite de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, en l'occurrence, l'imprécision du tir ?" et aux questions n° 2, 3 et 4 qui avaient décomposé les termes de la question abstraite initiale :

« 1° alors que, d'une part, Romain Bichara ayant été mis en accusation du chef de complicité de tentative d'assassinat commise par Talange sur la personne de Robert Tchalian, l'acquiescement entre-temps prononcé tant au profit de l'auteur principal présumé Talange que de ses complices prétendus, Meliza et Segreitier auxquels, selon l'arrêt de renvoi, Romain Bichara aurait donné des instructions, privait désormais de tout support légal les poursuites intentées contre le demandeur ; qu'en effet, la purge de l'accusation s'entend non seulement des termes exclusifs de l'arrêt de renvoi mais aussi de toute décision subséquente intervenue sur tout ou partie de l'accusation ; qu'ainsi Romain Bichara ne pouvait être légalement reconnu comme étant l'instigateur auprès d'intermédiaires acquittés d'une tentative de crime réputée inexistante en l'état du précédent arrêt de la cour d'assises de la Guadeloupe ;

« 2° alors que, d'autre part, la réponse positive apportée à la question abstraite n° 1 en ce qui concerne la présente affaire est incompatible avec la réponse négative qui avait été apportée à la question identique formulée également de manière abstraite au cours de la précédente audience de la cour d'assises du département de la Guadeloupe ; qu'ainsi la déclaration de culpabilité de Romain Bichara viole derechef l'autorité de la chose jugée » ;

Attendu que les réponses négatives aux questions relatives à la culpabilité de l'auteur principal et de certains complices ne sont pas nécessairement inconciliables avec une réponse affirmative à l'égard d'une autre personne également poursuivie comme complice de l'infraction ;

Qu'en effet le verdict négatif rendu en faveur de l'auteur principal et de certains de ses complices n'exclut pas la criminalité de l'action et n'emporte pas la preuve que le crime ou le délit n'a pas été commis ;

Qu'en l'espèce, la cour d'assises, ayant constaté l'existence du crime principal et les éléments de la complicité, a donné une base légale à sa décision ;

D'où il suit que le moyen est sans portée ;

Et attendu qu'aucun moyen n'est produit contre l'arrêt civil, que la procédure est régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par la Cour et le jury ;

REJETTE les pourvois.

Cour de Cassation
Chambre criminelle
Audience publique du 24 mai 2006

Vu la décision de la commission de révision des condamnations pénales, en date du 3 octobre 2005, saisissant régulièrement la Cour de révision ;

Vu les articles 622 à 626 du code de procédure pénale ;

Vu la demande de mise en liberté présentée par Guillaume X... s'analysant comme une demande de suspension de l'exécution de la condamnation au sens de l'article 624 du code de procédure pénale ;

Vu les convocations régulièrement adressées aux parties ;

Attendu que le dossier est en état ;

Attendu que, par arrêt, en date du 3 juillet 2003, de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, spécialement composée, Guillaume X..., qui n'a pas interjeté appel de cette décision, a été déclaré coupable d'avoir :

1 - à Sète et en Guyane, courant 1997 et 1998, sciemment, par aide et assistance, facilité la préparation ou la consommation de l'importation illicite, en bande organisée, de cocaïne du Brésil sur le territoire français ;

2 - en France, au Maroc, en Espagne, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, courant 1997 et jusqu'au 30 avril 1998, formé un groupement ou une entente établie en vue de la préparation des crimes et délits d'importation, acquisition, détention, transport, offre ou cession de résine de cannabis ;

Qu'il a été condamné, pour ces faits, à dix ans de réclusion criminelle ;

Attendu qu'il a demandé la révision de cette décision en faisant valoir que sept autres personnes, appelantes des dispositions du même arrêt les ayant condamnées pour les faits précités d'importation illicite, en bande organisée, courant 1997 et 1998, de cocaïne du Brésil sur le territoire français, en avaient été reconnues non coupables par arrêt du 9 novembre 2004 de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, spécialement et autrement composée, statuant en appel ;

Attendu que, si cet arrêt a été cassé le 7 décembre 2005 en ses seules dispositions portant condamnation, les décisions d'acquiescement n'ont pas été remises en cause ;

Attendu qu'il ressort de la feuille de questions posées à cette juridiction d'appel qu'à la question : "Est-il constant qu'à Sète et en Guyane, courant 1997 et 1998, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription de l'action publique, il a été illicitement importé du Brésil sur le territoire français de la cocaïne, produit classé comme stupéfiants ?", il a été répondu par la négative ;

Attendu que la complicité reprochée à Guillaume X... supposant l'existence d'un fait principal punissable, la décision d'acquiescement, en date du 9 novembre 2004, de la cour d'assises statuant en appel constituée, au sens de l'article 622, 4, du code de procédure pénale, un fait nouveau de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire droit à la requête en révision en annulant l'arrêt rendu le 3 juillet 2003 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, spécialement composée, en ses dispositions concernant Guillaume X... ;

Par ces motifs :

ANNULE l'arrêt de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, spécialement composée, en date du 3 juillet 2003, en ses seules dispositions concernant Guillaume X... ;

Crim., 11 juin 1998

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Jean-Marie X..., gérant de la société **JCF**, a demandé à Y... Coral, gérant de la société Coral et Coral, la mise au point d'un appareil, détecteur d'apnée, destiné au grand public et ayant pour but de prévenir le phénomène connu sous le nom de mort subite du nourrisson, la société **JCF** ayant l'exclusivité de la distribution des appareils;

que cette société a adressé à de nombreux parents des courriers comprenant une lettre d'un "style dramatisant particulièrement alarmiste", un bon de commande et une plaquette descriptive, obtenant et tentant d'obtenir la remise de chèques de 2 500 francs ;

Attendu que Jean-Marie X... et Y... Coral ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel des chefs d'escroquerie et tentative d'escroquerie ;

Attendu que, pour déclarer ces délits constitués, les juges du second degré relèvent que les documents envoyés laissaient croire à l'existence d'un "Centre de Recherche et Prévention", étaient signés par "Jean-Marc A..., Directeur de la recherche", faisant ainsi usage d'un faux nom et d'une fausse qualité, présentaient faussement l'appareil comme étant d'une "fiabilité absolue", ayant été mis sur le marché après "de longues années de recherches", et laissaient entendre que l'Administration était partie prenante;

qu'ils précisent que l'expertise diligentée a révélé l'efficacité limitée de l'appareil et rappelé la nécessité d'une homologation ;

Que Jean-Marie X... a été condamné par l'arrêt attaqué pour les infractions reprochées ;

Attendu que, pour requalifier ces faits et déclarer Y... Coral coupable de complicité d'escroquerie et de tentative d'escroquerie, la cour d'appel énonce qu'il a apporté, en pleine connaissance de cause, son concours aux agissements de Jean-Marie X..., notamment en faisant fabriquer l'appareil à sa demande, en lui donnant son avis sur les documents destinés aux parents d'enfants nouveaux-nés et en lui fournissant une partie de la liste des parents pouvant être intéressés, et qu'il a ainsi aidé et assisté dans la préparation et la commission des délits en cause ;

Attendu qu'en statuant ainsi, les juges d'appel qui, sans faire état d'éléments nouveaux, ont apprécié les faits dont ils étaient saisis et sur lesquels le prévenu a été mis en mesure de présenter sa défense, ont justifié leur décision sans méconnaître aucun des textes visés aux moyens ;

D'où il suit que les moyens ne peuvent être accueillis ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi ;

REPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, en son audience publique tenue au Palais de Justice à PARIS, le dix-huit mars deux mille trois, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le rapport de Mme le conseiller référendaire AGOSTINI, les observations de la société civile professionnelle LAUGIER et CASTON, avocat en la Cour, et les conclusions de M. l'avocat général CHEMITHE ;

Statuant sur le pourvoi formé par :

- X... Philippe,

contre l'arrêt de la cour d'appel de CAEN, chambre correctionnelle, en date du 28 juin 2002, qui, pour complicité de violences avec arme sur agent de la force publique, l'a condamné à 8 mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve et 10 mois de suspension du permis de conduire ;

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles L. 121-1, L. 233-1 du Code de la route, 121-6, 121-7, 222-13, alinéa 1/4 et alinéa 1/10, du Code pénal, 591 et 593 du Code de procédure pénale, défaut et contradiction de motifs, manque de base légale ;

"en ce que l'arrêt attaqué a déclaré Philippe X... coupable de complicité de violences aggravées sans incapacité totale de travail sur la personne d'un agent de la force publique et avec arme et a prononcé à son encontre, une peine de huit mois d'emprisonnement avec sursis, outre la suspension de son permis de conduire pendant une durée de dix mois ;

"aux motifs qu'il résulte des déclarations du procès-verbal que, si les véhicules se sont croisés sans dommage, ce fait est dû à la présence d'esprit du gendarme qui, restant dans le véhicule Trafic de la gendarmerie alors qu'il s'apprêtait à sortir, a rapidement refermé la portière qui aurait été inévitablement arrachée, l'espace de croisement étant insuffisant ; qu'il apparaît des éléments ci-dessus analysés que Yann Y..., qui avait parfaitement reconnu le véhicule des gendarmes dont le conducteur ouvrait la portière pour descendre, a délibérément foncé sur lui au volant du véhicule qu'il conduisait pour forcer le passage, et a voulu ainsi, porter atteinte à l'intégrité physique de l'agent de la force publique en faisant l'usage d'une arme par destination, en l'espèce, son véhicule automobile ; que, de même, Philippe X..., passager du véhicule conduit par Yann Y... en donnant l'ordre à ce dernier de "forcer le passage" s'est rendu complice par instruction des faits commis par Yann Y... ;

"alors que seul le conducteur d'un véhicule est responsable des opérations relatives à la conduite d'un véhicule ; que, dès lors, la cour d'appel ne pouvait retenir Philippe X... dans les liens de la prévention, au titre d'une complicité sur instructions, du moment qu'en sa qualité de passager, il n'assurait pas la maîtrise du véhicule et qu'il appartenait uniquement à Yann Y... de définir la conduite de son propre véhicule ; que partant, l'arrêt attaqué, en retenant que Philippe X..., passager du véhicule conduit par Yann Y... s'était rendu complice par instruction des faits commis par Yann Y... en donnant l'ordre à ce dernier de "forcer le passage", n'a caractérisé aucun des modes de complicité punissable et n'a pas donné de base légale à sa décision" ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le véhicule conduit par Yann Y..., à bord duquel se trouvait Philippe X..., a accéléré et s'est déporté sur la gauche de la chaussée pour forcer le passage barré par le véhicule d'une patrouille de gendarmerie, contraignant le militaire, qui s'apprêtait à en sortir pour procéder au contrôle, à refermer sa portière ; que Philippe X... a été poursuivi pour complicité de violence avec arme sur agent de la force publique pour avoir incité Yann Y... à forcer le passage en lui disant "fonce, fonce, ne t'arrête pas" ;

Attendu que, pour dire le délit de violences aggravées établi, les juges du second degré relèvent que les deux prévenus avaient reconnu le véhicule des gendarmes dont le conducteur ouvrait la portière pour descendre ; qu'ils ajoutent que Yann Y... a foncé sur ce dernier pour porter atteinte à son intégrité ; que, pour déclarer Philippe X... coupable de complicité de ce délit, les juges retiennent que les propos tenus à Yann Y... ont constitué un ordre ;

Attendu qu'en l'état de ces seules énonciations d'où il résulte que le prévenu s'est rendu complice par provocation des violences aggravées commises sur un agent de la force publique, la cour d'appel a justifié sa décision ;

D'où il suit que le moyen ne saurait être admis ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi ;

Sur le second moyen de cassation, pris de la violation des art. 59, 60, 295 et 299 c. pén., 593 c. pr. pén., défaut de motifs et manque de base légale : « en ce que l'arrêt attaqué a déclaré qu'il existait à l'encontre de Mme X... des charges suffisantes de complicité de parricide par instructions données ; alors que, pour être punissable, la complicité par instructions données suppose l'accomplissement d'un fait positif de nature à rendre possible et à faciliter la commission de l'infraction, et ne peut s'induire d'un simple comportement passif ; que, d'une part, non seulement Mme X... se trouvait à l'étage supérieur de la maison familiale lorsque son fils a donné la mort à son époux et ne pouvait donc matériellement s'interposer pour éviter ce drame, mais qu'en toute hypothèse, à la supposer fautive, cette inaction, à défaut de fait positif ou concomitant à la réalisation de l'infraction par l'auteur, ne saurait constituer un fait de complicité par instructions données ; que, d'autre part, l'arrêt attaqué, qui se borne à affirmer que les fils de Mme X... auraient été sous l'empire de celle-ci sans préciser si l'inculpée avait abusé de cette prétendue emprise pour les inciter à commettre l'infraction, n'a pas davantage caractérisé un fait quelconque de complicité ; que, de troisième part, en affirmant péremptoirement que, quelques jours avant le drame, Mme X... aurait fait appel aux gendarmes afin qu'ils confisquent les armes de son mari et « celles relativement inoffensives de ses enfants » en laissant sciemment à leur disposition un fusil à répétition dont elle ne pouvait ignorer l'existence, sans s'expliquer, comme l'y invitaient les conclusions d'appel de l'inculpée, sur le fait que, lors de leur inter-

vention, les gendarmes avaient en réalité saisi un fusil et un pistolet approvisionnés dans la chambre de Gilles et de Marc sur les indications de leur mère, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision ; alors que, enfin, et à supposer qu'elle ait volontairement laissé une arme à la disposition de ses fils, cette abstention ne saurait, une fois encore, s'analyser en un fait positif facilitant et tendant directement à la réalisation de l'infraction principale » ;

Attendu que pour renvoyer Irène X... devant la cour d'assises de l'Isère, sous l'accusation de complicité de parricide, l'arrêt attaqué relève que l'intéressée mère de Gilles qui se serait rendu coupable de parricide en donnant volontairement la mort à son père, et épouse de la victime, avait sur ses enfants un empire total et aurait facilité le crime en restituant aux gendarmes les armes de son mari ou celles relativement inoffensives de ses enfants, mais non le fusil à répétition, arme du crime, qui est resté dans la chambre des enfants et dont elle n'aurait pu ignorer l'existence ; — Attendu qu'en l'état de ces imputations qui, à supposer les faits établis, caractériseraient la complicité du crime de parricide, la chambre d'accusation a justifié le renvoi de l'accusée devant la juridiction de jugement ; — Et attendu que la chambre d'accusation était compétente ; qu'il en est de même de la cour d'assises devant laquelle la demanderesse a été renvoyée et que les faits objet de l'accusation sont qualifiés crimes par la loi ;

Rejeté.

Crim., 13 janvier 1955

LA COUR ; - Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des art. 59, 60, 295, et 304 c. pén. , de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale en ce que l'arrêt attaqué (Aix, 4 mars 1954) a envoyé Nicolaï devant la cour d'assises au motif qu'il avait contre lui charges suffisantes d'avoir procuré à Rubio les armes qui lui ont servi à commettre l'homicide volontaire sur la personne de Lagier, sachant qu'elle devait servir à un meurtre ce qui constituerait le crime prévu par les art. 59 et 60 c. pén. , alors que la complicité par fourniture de moyens pour accomplir un crime ne peut exister qu'autant que celui qui est réputé complice a fait cette fourniture en sachant que le moyen fourni par lui devait servir à l'accomplissement de ce crime; qu'en conséquence le crime réellement perpétré étant différent de celui auquel croyait coopérer la complicité de Nicolaï ne pouvait être déclarée établie en l'espèce ; - Vu lesdits articles ; - Attendu qu'aux termes du paragraphe 2 de l'art. 60 c. pén. seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui auront procuré des armes des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action sachant qu'ils devaient y servir ; - Attendu que l'arrêt attaqué énonce que Nicolaï aurait chargé Rubio de se rendre chez Santini, son débiteur, pour l'obliger à rembourser le montant d'un prêt qu'il lui avait consenti; que dans le but de lui permettre d'accomplir cette démarche avec succès et éventuellement contraindre Santini à ce remboursement, Nicolaï aurait remis à Rubio deux pistolets automatiques, que s'étant rendu au domicile de Santini qu'il n'aurait pu joindre, Rubio aurait été interpellé par Lagier, mari de la concierge de l'immeuble, qui après quelques mots échangés, l'aurait menacé d'appeler la police; que Rubio aurait alors tiré sur Lagier et l'aurait blessé mortellement; - Attendu que l'arrêt attaqué ajoute que l'arme dont s'est servi Rubio pour tuer Lagier était l'une de celles remises par Nicolaï; que le meurtre de Lagier s'inscrit donc comme un incident dans le cadre d'une action criminelle dirigée par Nicolaï contre Santini et que Nicolaï s'est ainsi rendu complice du meurtre commis par Rubio; - Mais attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a violé les dispositions de l'art. 60 susvisé; qu'en effet, en l'état de ces constatations, il n'apparaît pas qu'il existe entre le meurtre commis par Rubio sur la personne de Lagier et la remise de l'arme qui a servi à la consommation de ce crime, la relation exigée par les dispositions dudit article de laquelle on pouvait induire que Nicolaï a remis l'arme à Rubio sachant que ce dernier s'en servirait pour tuer Lagier que si Nicolaï a pu se rendre coupable de complicité de tentative d'extorsion de fonds ou même de tentative d'assassinat ainsi que d'association de malfaiteurs il ne saurait en l'état être renvoyé devant la cour d'assises pour complicité du meurtre commis par Rubio sur la personne de Lagier.

Par ces motifs, casse l'arrêt susvisé en tant qu'il a renvoyé Nicolaï devant la cour d'assises des Bouches-du Rhône pour complicité d'homicide volontaire, toutes autres dispositions de l'arrêt restant expressément maintenues.... renvoie devant la chambre, des mises en accusation déclarerait Nicolaï coupable de crime, elle devrait renvoyer celui-ci devant la cour d'assises des Bouches-du Rhône.

Du 13 janvier 1955 - ch. crim. - M. Battestini pr. - Schnadacker rap. Lebègue av. gén. - Nicolaï, av.

REPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

REJET des pourvois formés par Hoareau Axel, Nativel Jean-Max, contre l'arrêt de la cour d'appel de Saint-Denis-de-la-Réunion, chambre correctionnelle, en date du 29 juin 1995, qui, pour complicité du délit de violences avec arme ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de 8 jours, les a condamnés chacun à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 3 ans ainsi qu'à 5 000 francs d'amende, et qui a prononcé sur les intérêts civils.

LA COUR,

Joignant les pourvois en raison de la connexité ;

Sur le pourvoi de Jean-Max Nativel ;

Attendu qu'aucun moyen n'est produit ;

Sur le pourvoi de Axel Hoareau ;

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des articles 59, 60 et 309 du Code pénal applicable à la date des faits visés par la poursuite ; 121-6, 121-7, 211-11 du Code pénal ; ensemble violation de l'article 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale :

" en ce que l'arrêt attaqué a condamné Axel Hoareau à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 3 ans et à une amende de 5 000 francs ;

" aux motifs que c'est à bon droit que les premiers juges ont considéré qu'en l'état des instructions données par Axel Hoareau aux auteurs des violences exercées sur Mettizia Vucko, celui-ci s'est rendu complice des délits reprochés à Mmes Boyer et Merault, quand bien même il n'entendait s'associer qu'à des faits de violences légères, c'est-à-dire à des actes de nature à provoquer une sérieuse émotion à la partie civile, dès lors qu'il est de principe, comme l'a retenu le tribunal, que le complice doit supporter l'aggravation de l'infraction dont il devait prévoir toutes les circonstances pouvant l'accompagner ;

" alors que l'infraction convenue entre Axel Hoareau et Mmes Boyer et Merault étant exclusivement celle de violence légère par menaces verbales ainsi qu'il résulte des déclarations de Mmes Boyer et Merault reproduites dans les motifs de l'arrêt attaqué, Axel Hoareau ne pouvait être déclaré complice du délit de violences avec arme ayant entraîné une incapacité totale temporaire de 10 jours dont Mmes Boyer et Merault s'étaient rendues coupables " ;

Attendu que, pour déclarer Axel Hoareau coupable de complicité du délit de violences avec arme ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de 8 jours, la cour d'appel relève qu'il avait demandé qu'on " prenne à partie " la victime et qu'on lui fasse " une grande frayeur " ;

Qu'elle retient que le prévenu doit supporter la responsabilité pénale des violences qui ont ensuite été exercées sur cette victime, alors même qu'il ignorait qu'il serait fait usage à son encontre d'une bombe lacrymogène et qu'il s'ensuivrait pour elle une incapacité totale de travail de 10 jours ; qu'elle énonce enfin qu'il devait prévoir toutes les circonstances pouvant accompagner le délit dont il était l'instigateur ;

Attendu qu'en l'état de ces motifs, la cour d'appel a fait l'exacte application des articles 60 ancien et 121-7 nouveau du Code pénal ;

Qu'en effet, le complice encourt la responsabilité de toutes les circonstances qui qualifient l'acte poursuivi, sans qu'il soit nécessaire que celles-ci aient été connues de lui ;

D'où il suit que le moyen doit être écarté ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE les pourvois.

SUR LE POURVOI DE FOURNET ; SUR LE MOYEN UNIQUE DE CASSATION, PRIS DE LA VIOLATION DES ARTICLES 3, 59, 60 ET 460 DU CODE PENAL ET DE L'ARTICLE 593 DU CODE DE PROCEDURE PENALE, DEFAUT DE MOTIFS ET MANQUE DE BASE LEGALE, "EN CE QUE LA COUR D'APPEL A DECLARE FOURNET COUPABLE DE COMPLICITÉ PAR AIDE ET ASSISTANCE DU DELIT DE RECEL RETENU A L'ENCONTRE DE JEAN KAY ET DE DANIELLE MARQUET QUI AVAIENT ACQUIS AU MOYEN DES FONDS ESCROQUES PAR DE VATHAIRE A MARCEL DASSAULT UN BATEAU EN CONSTRUCTION AU PIREE, AUX MOTIFS QUE FOURNET AURAIT, EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE, ACCEPTE DE SE SUBSTITUER A JEAN KAY POUR L'ACQUISITION DU BATEAU ET DE REGLER A L'ARMATEUR LA DERNIERE ECHEANCE DU PRIX QUE JEAN KAY NE POUVAIT PAYER EN RAISON DU BLOCAGE DE SES COMPTES ; QU'IL S'EST RENDU A CETTE FIN EN GRECE MUNI D'UNE LETTRE SIGNEE PAR JEAN KAY SOUS LE PSEUDONYME DE GUIBERT SOUS LEQUEL IL S'ETAIT DISSIMULE ET AVAIT COMMANDE LE BATEAU, L'ACCREDITANT AUPRES DE L'ARMATEUR GREC POUR SOLDER LE RELIQUAT DU PRIX, RECEPTIONNER LE BATEAU ET LE FAIRE IMMATRICULER A SON NOM ; QUE L'ARMATEUR REFUSA DE REALISER CES OPERATIONS, FAUTE POUR LA SIGNATURE DE GUIBERT SUR CETTE LETTRE D'ETRE LEGALISEE PAR LES AUTORITES GRECQUES, ET LUI ECRIVIT A DEUX REPRIS APRES SON RETOUR EN FRANCE POUR LE METTRE EN DEMEURE DE REGLER LE SOLDE DU PRIX FAUTE DE QUOI LA VENTE DU BATEAU SERAIT RESILIEE ; QU'IL A "AINSI PRETE SON CONCOURS ACTIF POUR MAINTENIR A JEAN KAY LA PROPRIETE DU BATEAU RECELE ET POUR SOUSTRAIRE LE BATEAU AUX INVESTIGATIONS DES SERVICES DE POLICE ET A LA SAISIE EN FEIGNANT D'EN ACQUERIR LA PROPRIETE" ; ALORS QU'IL RESULTE DE CES CONSTATIONS QUE LES FAITS RETENUS A L'ENCONTRE DE FOURNET NE CONSISTENT QU'EN DEMARCHES, PREPARATIONS, QUI, SI ELLES AVAIENT ABOUTI, AURAIENT EU POUR EFFET D'AIDER LES AUTEURS DU RECEL A CONSERVER LA DETENTION DU BATEAU RECELE, MAIS QUI, FAUTE D'AVOIR ETE MENEES A TERME, NE PEUVENT SUFFIRE A CARACTERISER UN ACTE MATERIEL DE COMPLICITÉ, MAIS SONT, AU PLUS, ET SOUS RESERVE DE L'APPRECIATION DU CARACTERE DU DESISTEMENT, LES ELEMENTS D'UNE TENTATIVE DE COMPLICITÉ NON PUNISSABLE EN DROIT, ET ALORS QUE, FAUTE D'AVOIR PRECISE SI LE CONCOURS ACTIF PRETE PAR LE PREvenu AU RECELEUR AVAIT SEULEMENT EU POUR BUT DE LUI PREPARER UNE AIDE NON ACCOMPLIE OU AVAIT EFFECTIVEMENT EU PAR LUI-MEME POUR EFFET DE FACILITER A CELUI-CI LA DETENTION DE LA CHOSE RECELEE ET FAUTE D'AVOIR INDIQUE COMMENT CE CONCOURS AURAIT PU AVOIR CET EFFET, LA COUR, QUI A EMPLOYE DES MOTIFS AMBIGUS, N'A PAS MIS LA COUR DE CASSATION EN MESURE D'EXERCER SON CONTROLE"

; VU LESDITS ARTICLES ; ATTENDU QUE TOUT JUGEMENT OU ARRET DOIT ETRE MOTIVE ; QUE L'INSUFFISANCE OU LA CONTRADICTION DES MOTIFS EQUIVAUT A LEUR ABSENCE ; ATTENDU QU'IL RESULTE DES ENONCIATIONS DE L'ARRET ATTAQUE QUE JEAN KAY AVAIT ACQUIS, SOUS UN NOM D'EMPRUNT, AU MOYEN DES FONDS ESCROQUES PAR DE VATHAIRE AU PREJUDICE DE DASSAULT, ET DONT IL CONNAISSAIT L'ORIGINE, UN BATEAU EN CONSTRUCTION AU PIREE ; QU'IL N'AVAIT PU EN REGLER LA DERNIERE ECHEANCE, EN RAISON DU BLOCAGE DE SES COMPTES A LA CITY BANK DE SUISSE ; ATTENDU QUE POUR RETENIR FOURNET DANS LES LIENS DE LA PREVENTION DE COMPLICITÉ DE RECEL, LES JUGES DU FOND SE BORNENT A RELEVER QUE LE PREvenu AVAIT, EN CONNAISSANCE DE CAUSE, ACCEPTE DE SE SUBSTITUER A JEAN KAY POUR ACHETER FICTIVEMENT LE BATEAU, LE FAIRE IMMATRICULER A SON NOM ET REGLER LE DERNIER ACOMPTE DU A L'ARMATEUR ; ATTENDU QUE FOURNET, APRES CETTE ACCEPTATION, A TENTE PAR DIVERSES DEMARCHES, D'APPORTER A JEAN KAY L'AIDE QUE CELUI-CI LUI AVAIT DEMANDEE ; QU'EN RAISON DE CIRCONSTANCES QUE LA COUR DECRIT, IL A ETE DANS L'IMPOSSIBILITE DE PRETER EFFECTIVEMENT LE CONCOURS QU'IL AVAIT PROMIS ; MAIS ATTENDU QU'EN CET ETAT, LA COUR D'APPEL QUI N'A RELEVE A LA CHARGE DE FOURNET, QU'UNE TENTATIVE DE COMPLICITÉ NON PREVUE PAR LA LOI, N'A PAS DONNE UNE BASE LEGALE A SA DECISION ; QUE, DES LORS, LA CASSATION EST ENCOURUE ; PAR CES MOTIFS : REJETTE LES POURVOIS DE BERNADETTE ROELS ET DE VATHAIRE ; CASSE ET ANNULE L'ARRET DE LA COUR D'APPEL DE PARIS DU 30 JUIN 1977, MAIS SEULEMENT EN SES DISPOSITIONS RELATIVES AU PREvenu JACQUES FOURNET, TOUTES AUTRES DISPOSITIONS DUDIT ARRET ETANT EXPRESSEMENT MAINTENUES ;

**Cour de cassation, crim.
15 déc. 2004**

LA COUR (extraits): - [...] *Sur le moyen pris en première branche:* - Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et du jugement qu'il confirme que Jacques Z..., employé de la compagnie d'assurance «la Camat», a mis en œuvre un dispositif consistant, notamment, à imputer sur des dossiers ayant fait l'objet d'une résiliation récente du contrat d'assurance des déclarations de sinistres imaginaires donnant lieu à la remise de chèques, tirés sur cette compagnie d'assurance, que des tiers recrutés par Roger Y... portaient au crédit de leur compte bancaire avant de lui en restituer le montant en espèces, moyennant rétribution; que Jean-Luc Lemaître, démarché par Roger Y..., a encaissé lui-même un de ces chèques et recruté d'autres personnes disposées à en faire autant, auprès desquelles il a ensuite recueilli les sommes résultant des encaissements pour les remettre à Roger Y...; - Attendu que, pour le déclarer complice des faits d'escroqueries commis par Jacques Z... au préjudice de la compagnie «la Camat», la cour d'appel retient qu'il a prêté son concours à celui-ci en lui servant de prête-nom et en recrutant d'autres personnes aux mêmes fins; - Attendu qu'en prononçant ainsi, et dès lors que l'aide ou l'assistance apportée en connaissance de cause à l'auteur de l'escroquerie, même par l'intermédiaire d'un autre complice, constitue la complicité incriminée par l'article 121-7 du code pénal, la cour d'appel a justifié sa décision [...];
Rejette le pourvoi [...].

04-81.684 (n° 7094 F-P+F) - *Composition de la juridiction:* M. Cotte, prés. - Mme de la Lance, rapp. - M. Finielz, av. gén. - Me Hemery, av. - *Décision attaquée:* Cour d'appel de Paris (9e ch.), 23 févr. 2004 (Rejet)

Mots-clés: RESPONSABILITE PENALE * Complicité * Auteur principal * Aide ou assistance * Prête-nom * Escroquerie

CONSULTATIONS

Le Sieur A, détenu en maison d'arrêt, projette de s'évader. Il conçoit à cet effet un plan avec l'aide de son frère B. lors des visites que lui rend ce dernier.

A. a l'intention de réaliser cette évasion au cours d'un transfert à l'hôpital où il doit subir un traitement dentaire. Il indique à B. la date et l'heure de son transfert et ajoute: "Tu n'auras qu'à m'attendre dans le petit couloir de l'hôpital; il ne devrait pas s'y trouver de gardiens, mais si éventuellement tu en rencontres, il faudrait les neutraliser".

Au jour prévu, B., porteur de 2 revolvers, se dissimule à l'endroit convenu. Pendant qu'il attend, un gardien C. fait irruption dans le couloir: B. l'assomme. Lorsque A. rejoint B., celui-ci lui confie l'un des 2 revolvers et tous deux prennent la fuite. Au cours de cette fuite, B. tire plusieurs coups en direction du gardien L. qui, arrivant sur les lieux et prenant conscience de la situation, avait le premier commencé à tirer. A. et B. sont arrêtés peu après.

Quelles conséquences pénales ces faits peuvent-ils engendrer pour A. et B.? étant précisé qu'il a résulté pour C. une incapacité de travail de 4 jours, mais qu'en revanche L. n'a pas été atteint par les coups de revolver?

I- A la sortie d'un spectacle, un groupe composé de treize "skins" porte des coups à trois jeunes gens. Certains membres de la bande se contentent d'être présents sans frapper eux-mêmes les victimes. Ils sont condamnés par le Tribunal puis par la Cour d'appel de Metz pour complicité de coups et blessures volontaires aggravés. Cette dernière juridiction motive ainsi sa décision :

" par leur seule présence volontaire faisant nombre dans la troupe des agresseurs auprès des victimes qui, se trouvant à trois en face de treize personnes, étaient réduites à la merci de leurs assaillants, les prévenus ont à la fois facilité aux autres leurs actes de violences et contribué à la réalisation de l'infraction ; qu'...ils adhéraient pleinement à l'intention délictueuse du groupe ..., que par leur présence ils ont aidé et fortifié moralement le groupe des agresseurs ".

L'un des condamnés (X...) forme un pourvoi en cassation. La Chambre criminelle, approuvant les motifs de l'arrêt d'appel, conclut:

" qu'ainsi les juges du fond ont caractérisé en tous ses éléments, matériel et intentionnel, la complicité par aide et assistance dont ils ont déclaré (le prévenu) coupable ".

Cette solution vous paraît-elle justifiée ?

2 - On suppose que le Tribunal puis la Cour d'appel de Metz, bien qu'ayant constaté la matérialité des coups, ont relaxé les auteurs présumés au motif que ceux-ci n'ont pu être formellement identifiés et que leur participation au groupe ce jour là est douteuse. Le demandeur au pourvoi (X...) plaide que, par suite, il ne pouvait être condamné comme complice en l'absence d'auteur principal punissable.

Doit-on lui donner raison ?

Droit pénal général
Année 2017/2018

Séance de TD N° 8

Les causes d'irresponsabilité pénale

I. Les faits justificatifs

L'autorisation de la loi

- Doc 1 : Crim., 18 février 2003
- Doc. 2 : Crim., 13 avril 2005, *D.* 2005, 2920, Lennon.
- Doc.3 : Art. L. 435-1 Code de la sécurité intérieure.

La légitime défense

- Doc 4 : Crim, 16 février 1967 (aff. Cousinet), *J.C.P.* 1967. II. 15034, obs. Combaldieu
- Doc. 5 : Crim, 22 mai 1989
- Doc. 6 : Crim., 12 octobre 1993

L'état de nécessité

- Doc. 7 : Poitiers, 11 avril 1997, *J.C.P.* 1997. II. 22933.
- Doc. 8 : Crim., 31 janvier 1996
- Doc. 9 : Crim., 1^{er} juin 2005, *AJ Pénal* 2005, 325, G. Royer.

II. Les causes de non-imputabilité

La contrainte

- Doc. 10 : Crim., 21 janvier 1921 (Aff. Trémintin), *S.* 1922, I, p. 185, note Roux
- Doc. 11 : crim., 15 novembre 2005, *D.* 2006, 1582, note E. Dreyer.

L'erreur de droit

- Doc. 12 : Crim., 11 octobre 1995, *D.* 1996, p. 469, note M. Muller.
- Doc. 13 : Crim., 19 mars 1997, Bull. N° 115.
- Doc. 14 : Crim., 11 mai 2006, *AJ Pénal* 2006, 358, J. Leblois-Happe.

Exercice : Faire le cas pratique

Référence : Cass. crim., C, 18 févr. 2003, Lu. Christian et Le. Marinette, épouse Lu., parties civiles (pourvoi c/ CA Caen, ch. corr., 19 oct. 2001) : Juris-Data n° 2003-017922

(...)

Sur le moyen pris en ses deux premières branches :

- Attendu que, contrairement à ce qui est allégué, l'article 174 du décret du 20 mai 1903 est compatible avec les dispositions de l'article 2, § 2 de la Convention européenne des droits de l'homme et n'est contraire à aucune disposition de droit interne ;

Mais sur le moyen pris en ses deux dernières branches :

Vu l'article 593 du Code de procédure pénale, ensemble les articles 122-4 du Code pénal et 174 du décret du 20 mai 1903 ;

- Attendu que tout jugement ou arrêt doit comporter les motifs propres à justifier la décision que l'insuffisance ou la contradiction des motifs équivaut à leur absence ;

- Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Romuald Lu., qui conduisait un véhicule sans être assuré, a fait demi-tour à la vue de deux gendarmes motocyclistes ; qu'après une poursuite mouvementée, l'un des deux gendarmes, Christophe M., est parvenu à se porter à la hauteur de la portière gauche du véhicule et que, dirigeant d'une main la motocyclette, il a brandi avec l'autre son pistolet en direction du fuyard pour le contraindre à s'arrêter ; que, le coup étant parti, Romuald Lu., atteint au thorax, a été tué ;

- Attendu que, pour renvoyer Christophe M. des fins de la poursuite exercée contre lui du chef d'homicide involontaire, les juges d'appel retiennent que, confronté à un automobiliste refusant de s'arrêter, le prévenu était autorisé par l'article 174 du décret du 20 mai 1903 à faire usage de son arme de service ;

- Mais attendu qu'en se déterminant ainsi, sans rechercher si cet usage était absolument nécessaire en l'état des circonstances de l'espèce, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision ;

Par ces motifs :

Casse et annule l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Caen, en date du 19 octobre 2001, mais en ses seules dispositions relatives aux intérêts civils, toutes autres dispositions étant expressément maintenues ;

Et pour qu'il soit à nouveau statué, conformément à la loi, dans les limites de la cassation ainsi prononcée,

Renvoie la cause et les parties devant la cour d'appel de Rouen, à ce désignée par délibération spéciale prise en chambre du conseil ;

(...)

Crim., 13 avril 2005

Statuant sur le pourvoi formé par :

- X... Frédéric,

contre l'arrêt de la cour d'appel de PARIS, 13ème chambre, en date du 2 juin 2004, qui, pour violences avec arme, l'a condamné, à titre de peine principale, à la confiscation de l'arme et des munitions et a prononcé sur les intérêts civils ;

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles **122-4**, 122-5 du Code pénal, 73, 591 et 593 du Code de procédure pénale ;

"en ce que l'arrêt attaqué a confirmé le jugement ayant déclaré le prévenu coupable de violence avec usage ou menace d'une arme sans incapacité ;

"aux motifs que, "Frédéric X... soutient qu'il a agit dans le cadre des dispositions de l'article 73 du Code de procédure pénale qui l'autorisaient, en présence d'une tentative de pénétration par effraction dans son appartement, à en appréhender l'auteur, pour le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche ;

que, par ailleurs, il n'a fait un usage, au demeurant parfaitement maîtrisé, de son arme que pour répondre à l'agression de Camal Y... qui résistait par la force à ses injonctions de se rendre ; que le jugement déferé doit, dès lors, être infirmé et Frédéric X... relaxé des fins de la poursuite engagée à son encontre, avec restitution des scellés ; considérant que s'il entre dans les prévisions de l'article 73 du Code de procédure pénale l'appréhension, par la victime, de l'auteur d'une tentative de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, elles ne l'en dispensent pas pour autant de se soumettre aux exigences des dispositions des articles 122-5 et suivants du Code pénal ; considérant qu'il est constant en l'espèce que lors des faits incriminés, deux coups de feu ont été tirés avec l'arme appartenant à Frédéric X..., dès lors qu'elle contient au maximum 8 cartouches et que les policiers en ont récupéré 6 lors de la saisie de l'arme ; considérant que Frédéric X... affirme avoir tiré le premier coup de feu, alors qu'il se trouvait dans le hall de l'immeuble entre Camal Y... et la porte d'entrée donnant sur la voie publique ; qu'il déclare avoir tiré le second, alors que son agresseur, qui lui faisait toujours face, semblait chercher quelque chose dans ses poches ; que ce n'est qu'à ce moment-là que Camal Y... a pris la fuite en courant et qu'il s'est lancé à sa poursuite en criant "au voleur" pour attirer l'attention des passants ; considérant, cependant, qu'à aucun moment les enquêteurs n'indiquent avoir constaté l'existence d'impacts de balles à l'intérieur de l'immeuble, aux endroits où Frédéric X... indique avoir tiré ; considérant, en revanche, que les deux étuis des projectiles tirés par le pistolet que tenait Frédéric X... ont, tous les deux, été retrouvés au sol, face au 50 de la rue Carnot, soit sur la voie publique ; qu'il suit nécessairement de ces constatations que les coups de feu ont été tirés par Frédéric X..., contrairement à ses affirmations, à l'extérieur de l'immeuble et donc au moment où il poursuivait Camal Y... qui s'échappait ; qu'ainsi, en faisant usage de son arme en direction de Camal Y... qui s'enfuyait, Frédéric X... ne peut faire état de la légitime défense dont il se prévaut, pour légitimer les violences avec arme exercées à l'encontre de Camal Y... ; qu'il convient dès lors de confirmer la décision entreprise en toutes ses dispositions pénales" ;

"alors que le prévenu pouvait se prévaloir des dispositions de l'article 73 du Code de procédure pénale, qui ne constituent pas, contrairement à ce que prétend la cour d'appel, une hypothèse de légitime défense mais une hypothèse de "permission de la loi" au sens de l'article **122-4** du Code pénal et qui supposent que l'acte soit nécessaire non pas à l'interruption de l'infraction mais à l'arrestation de l'auteur du délit flagrant" ;

Attendu que, pour déclarer Frédéric X... coupable de violences avec arme, l'arrêt attaqué prononce par les motifs repris au moyen ;

Attendu qu'en l'état de ces énonciations, la cour d'appel a justifié sa décision ;

Qu'en effet si, aux termes de l'article 73 du Code de procédure pénale, toute personne est investie du pouvoir d'appréhender l'auteur présumé d'une infraction flagrante et de le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche, l'usage, à cette fin, de la force doit être nécessaire et proportionnée aux conditions de l'arrestation ;

D'où il suit que le moyen ne saurait être accueilli ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi ;

Article L435-1 CSI

- Créé par LOI n°2017-258 du 28 février 2017 - art. 1

Dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur uniforme ou des insignes extérieurs et apparents de leur qualité, les agents de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale peuvent, outre les cas mentionnés à l'article L435-2, faire usage de leurs armes en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée :

1° Lorsque des atteintes à la vie ou à l'intégrité physique sont portées contre eux ou contre autrui ou lorsque des personnes armées menacent leur vie ou leur intégrité physique ou celles d'autrui ;

2° Lorsque, après deux sommations faites à haute voix, ils ne peuvent défendre autrement les lieux qu'ils occupent ou les personnes qui leur sont confiées ;

3° Lorsque, immédiatement après deux sommations adressées à haute voix, ils ne peuvent contraindre à s'arrêter, autrement que par l'usage des armes, des personnes qui cherchent à échapper à leur garde ou à leurs investigations et qui sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;

4° Lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, autrement que par l'usage des armes, des véhicules, embarcations ou autres moyens de transport, dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;

5° Dans le but exclusif d'empêcher la réitération, dans un temps rapproché, d'un ou de plusieurs meurtres ou tentatives de meurtre venant d'être commis, lorsqu'ils ont des raisons réelles et objectives d'estimer que cette réitération est probable au regard des informations dont ils disposent au moment où ils font usage de leurs armes.

Crim., 16 février 1967

REJET DU POURVOI DE X... (HENRI), CONTRE UN ARRET, EN DATE DU 9 JUIN 1966, DE LA COUR D'APPEL DE RIOM, QUI, POUR BLESSURES INVOLONTAIRES, L'A CONDAMNE A 300 FRANCS D'AMENDE ET RETENANT SA RESPONSABILITE DANS LA PROPORTION DE 2/3, A VERSER DES DOMMAGES-INTERETS A Y... (PIERRE), PARTIE CIVILE LA COUR, VU LE MEMOIRE PRODUIT;

SUR LES DEUX MOYENS DE CASSATION REUNIS;

LE PREMIER MOYEN PRIS DE LA VIOLATION DES ARTICLES 309 A 311, 319 ET 320, 328, 329 DU CODE PENAL, 485 ET 593 DU CODE DE PROCEDURE PENALE, DEFAUT DE REPOSE A DES CONCLUSIONS, DEFAUT DE MOTIFS ET MANQUE DE BASE LEGALE, "EN CE QUE L'ARRET ATTAQUE A ECARTE LES CONCLUSIONS DU DEMANDEUR TENDANT A FAIRE CONSIDERER QUE LES FAITS REPROCHES A X... DEVAIENT ETRE RETENUS SOUS LA QUALIFICATION DE BLESSURES INVOLONTAIRES;

AU MOTIF QU'IL NE POUVAIT PRETENDRE AVOIR VOLONTAIREMENT FAIT LA BLESSURE POUR JUSTIFIER ENSUITE SON ACTE PAR L'ETAT DE LEGITIME DEFENSE QUI NE RESSORTAIT MEME PAS DE SA PROPRE DECLARATION;

"ALORS QUE L'ARTICLE 328 DU CODE PENAL VISANT SANS EXCLUSIVITE TOUTES LES BLESSURES ET TOUS LES COUPS COMMANDES PAR LA LEGITIME DEFENSE SANS SE REFERER A LEUR CARACTERE VOLONTAIRE OU INVOLONTAIRE, LA COUR, SAISIE DE L'EXCEPTION DE LEGITIME DEFENSE, DEVAIT RECHERCHER MEME DANS LE CAS OU ELLE CONSIDERAIT QUE LES BLESSURES FAITES PAR X... ETAIENT DES BLESSURES INVOLONTAIRES, SI CETTE EXCEPTION ETAIT OU NON JUSTIFIEE";

LE SECOND MOYEN PRIS DE LA VIOLATION DES ARTICLES 69, 319 ET 320 DU CODE PENAL, 2 ET 3, 485 ET 593 DU CODE DE PROCEDURE PENALE, 1382 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL, CONTRADICTION ET DEFAUT DE MOTIFS, MANQUE DE BASE LEGALE, "EN CE QUE L'ARRET ATTAQUE, BIEN QUE LA COUR ETAIT SAISIE DE CONCLUSIONS EXPRESSES LUI DEMANDANT DE DECIDER QU'IL N'ETAIT PAS ETABLI QUE LA CHUTE DE Y... PROVIENNE DU FAIT DU DEMANDEUR, A CONSIDERE QUE LA BLESSURE CAUSEE A Y... ETAIT LA CONSEQUENCE DE LA CHUTE PROVOQUEE PAR X... ET QUE LES PREMIERS JUGES AVAIENT EXACTEMENT APPRECIE LES FAITS DANS LES MOTIFS QUE LA COUR ADOPTAIT AU SURPLUS EN DECIDANT QUE SI Y... N'AVAIT PAS ETE IVRE, IL NE SERAIT PAS TOMBE SI FACILEMENT ET SE SERAIT MOINS GRIEVEMENT BLESSE, QU'IL N'AURAIT PAS NON PLUS PROVOQUE X..., QUE C'EST NON SEULEMENT LA REACTION DE CELUI-CI MAIS AUSSI L'INSTABILITE PROVOQUEES PAR L'IVRESSE QUI SONT LA CAUSE DE LA GRAVITE DE LA BLESSURE DE Y...;

"ALORS QUE CES MOTIFS N'ETABLISSENT PAS LE LIEN DE CAUSALITE ENTRE LE FAIT REPROCHE A X... ET LA BLESSURE CAUSEE A Y...;

QUE, PAR AILLEURS, IL EXISTE UNE CONTRADICTION A RETENIR X... COMME RESPONSABLE DE LA BLESSURE CAUSEE A Y... ET DE DECLARER QUE CELLE-CI EST LA CONSEQUENCE DE L'IVRESSE DE Y...;

"QU'ENFIN LA COUR, BIEN QUE SAISIE DE CONCLUSIONS TENDANT A FAIRE JUGER QUE LA PREUVE N'ETAIT PAS FAITE QUE LA CHUTE PROVIENNE DU FAIT DE X..., N'Y A PAS REPONDU";

ATTENDU QUE PAR LES CIRCONSTANCES QU'ILS ENONCENT LES JUGES DU FOND ONT CARACTERISE LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DELIT DE BLESSURES INVOLONTAIRES REPROCHE AU PREVENU;

QUE DANS CES CONDITIONS, ILS ETAIENT FONDES A REJETER LE FAIT JUSTIFICATIF DE LEGITIME DEFENSE ALLEGUE DANS SES CONCLUSIONS;

QU'EN EFFET, LA LEGITIME DEFENSE EST INCONCILIABLE AVEC LE CARACTERE INVOLONTAIRE DE L'INFRACTION;

QU'IL S'ENSUIT QUE LES MOYENS NE SAURAIENT ETRE ACCUEILLIS;

ET ATTENDU QUE L'ARRET EST REGULIER EN LA FORME;

REJETTE LE POURVOI

Crim., 22 mai 1989

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, en son audience publique, tenue au Palais de Justice, à PARIS, le vingt-deux mai mil neuf cent quatre vingt neuf, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le rapport de M. le conseiller référendaire BAYET, les observations de la société civile professionnelle WAQUET et FARGE, avocat en la Cour, et les conclusions de M. l'avocat général PERFETTI ; Statuant sur le pourvoi formé par :

- X... Daniel-

contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de MONTPELLIER, en date du 7 février 1989 qui l'a renvoyé devant la cour d'assises du département de l'HERAULT sous l'accusation d'homicide volontaire ; Vu le mémoire produit ; Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 295, 328 du Code pénal, 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs et manque de base légale ; " en ce que l'arrêt attaqué a renvoyé X... devant la cour d'assises de l'Hérault pour homicide volontaire ; " aux motifs qu'il n'est pas contesté que X... a utilisé son arme alors que Y... et Z... étaient en train de commettre des dégradations, en heurtant avec leur véhicule les voitures stationnées devant son domicile et appartenant à ses clients ; que s'il est vrai que la carabine utilisée par X... ne permettait pas d'effectuer des tirs de précision, il n'en reste pas moins que l'inculpé a épaulé son arme, l'a dirigée vers le pare-brise du véhicule où se trouvaient Y... et Z... et a tiré cinq coups de feu, dont quatre ont atteint la victime ; que ces circonstances excluent toutes les considérations relatives à l'absence de volonté, de la part de l'inculpé, de porter atteinte à l'intégrité physique de la victime ;

" alors, d'une part, que l'homicide volontaire n'est constitué qu'autant que l'agent a commis un acte pour donner la mort à autrui ; que le fait qu'il ait dû, ou pu, prévoir que ses actes violents auraient pour conséquence la mort de la victime ne suffit pas à caractériser l'élément intentionnel de l'infraction ; que l'arrêt attaqué qui se borne à énoncer que X... avait dû envisager l'éventualité de donner la mort n'a caractérisé qu'une intention éventuelle non constitutive de l'*animus necandi* et n'a, dès lors, pas légalement justifié sa décision ;

" alors, d'autre part, qu'en omettant de rechercher si, compte tenu des menaces violentes et réitérées dont il avait été l'objet de la part de Y... et Z..., lesquels avaient, de surcroît, le jour des faits, dérobé les clés du domicile de X..., ce dernier n'avait pas de motifs raisonnables de penser que la sécurité de sa famille, et sa propre vie, étaient en danger, l'arrêt attaqué n'a pas mis la Cour de Cassation en mesure de s'assurer que les faits reprochés à l'inculpé n'étaient pas commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense " ;

Attendu qu'il appert de l'arrêt attaqué que pour renvoyer Daniel X... devant la cour d'assises sous l'accusation d'homicide volontaire, la chambre d'accusation relève que l'inculpé, garagiste, aurait tiré plusieurs coups de carabine sur les occupants d'un fourgon qui venait de percuter trois véhicules en réparation, stationnés devant son domicile, tir occasionnant la mort de Michel Y... ; qu'elle précise que, l'intéressé ayant épaulé son arme, l'ayant dirigée vers le pare-brise du véhicule où se trouvait Michel Y..., et tiré de façon groupée cinq coups de feu dont quatre ont atteint la victime notamment dans le dos, ces circonstances établiraient l'intention homicide de la part de Daniel X... ; que selon les juges ce dernier ne saurait davantage se prévaloir du fait justificatif de légitime défense visé par les articles 328 et 329 du Code pénal dès lors que, d'une part, il n'existait, au moment des dégradations, aucun danger immédiat pour les personnes, l'inculpé et sa famille étant au premier étage de son logement et les occupants du véhicule étant dans la rue et, d'autre part, la riposte à une attaque incontestée contre les biens, par l'utilisation d'une arme à feu, est démesurée par rapport à celle-là ;

Attendu qu'en l'état de ces constatations et énonciations, la chambre d'accusation, qui a répondu comme elle le devait aux articulations du mémoire relatives à l'exception de légitime défense, a justifié sa décision ; Qu'en effet, les chambres d'accusation, en statuant sur les charges de culpabilité, apprécient souverainement, au point de vue des faits, tous les éléments constitutifs des crimes, notamment les questions d'intention et que la Cour de Cassation n'a d'autre pouvoir que de vérifier si la qualification qu'elles ont donnée aux faits justifie le renvoi du demandeur devant la cour d'assises ;

D'où il suit que le moyen ne saurait être accueilli ; Et attendu que la chambre d'accusation était compétente et qu'il en est de même de la cour d'assises devant laquelle Daniel X... a été renvoyé ; que la procédure est régulière et que les faits, objet de l'accusation, sont qualifiés crime par la loi ;

REJETTE le pourvoi

Crim., 12 octobre 1983

Pourvoi en cassation contre un arrêt de la Chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Amiens du 13 avril 1983. - Arrêt :

La Cour. - Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des art. 328, 329 C. pén., 593 C. pr. pén., défaut de motifs, manque de base légale ; « en ce que la Chambre d'accusation, pour renvoyer Brahim Meraoumia devant la Cour d'assises de la Somme, du chef d'homicide volontaire, a écarté l'existence d'une légitime défense ; aux motifs qu'après avoir identifié l'homme qui escaladait le mur de sa propriété, Brahim Meraoumia a volontairement fait feu à deux reprises sur lui, alors qu'il ne constituait pas à cet instant un danger réel, grave et imminent pour la sécurité de quiconque ; qu'en effet, l'existence d'un coup de feu tiré par Pechon n'est pas établie ; alors, d'une part, que la Cour d'appel a constaté expressément que l'inculpé a fait feu sur Pechon au moment où ce dernier escaladait, de nuit, le mur de sa propriété, ce qui impliquait que les conditions de la présomption de légitime défense étaient réunies ; que dès lors, l'inculpé, qui bénéficiait d'une présomption de légitime défense, n'avait pas à établir la nécessité actuelle de défense dans laquelle il se trouvait, c'est-à-dire l'existence d'un danger réel, grave et imminent ; qu'en écartant néanmoins la légitime défense, au motif que l'inculpé n'établissait pas l'existence du coup de feu tiré par Pechon et justifiant sa riposte, la Cour d'appel a violé les textes susvisés ; alors, d'autre part, que la défense peut être préméditée sans pour autant perdre son caractère légitime ; qu'en estimant que le caractère prémédité de la riposte exclut l'application de la légitime défense, la Chambre d'accusation n'a pas légalement justifié sa décision » ;

Attendu qu'il ressort des énonciations de l'arrêt attaqué que le 30 avril 1980 vers 22 h 45, Manuel Pechon qui aurait entretenu depuis un certain temps des relations amoureuses avec Dalila Meraoumia se serait présenté aux abords du domicile familial de celle-ci ; qu'avisé que des cailloux auraient été lancés vers la fenêtre de sa fille, Brahim Meraoumia se serait armé de son fusil, l'aurait chargé de cinq cartouches et serait allé se poster dans son jardin, d'où il aurait aperçu Pechon qu'il connaissait comme client de son magasin et séducteur de sa fille se hisser à l'aide d'une échelle sur la toiture donnant accès à la fenêtre de la chambre de Dalila ; qu'après avoir

interpellé Pechon qui aurait porté la main à sa poche droite, Meraoumia en position allongée sur le sol du jardin aurait tiré deux coups de feu rapprochés en direction de Pechon l'atteignant mortellement, puis un troisième en l'air ;

Attendu qu'en relevant, outre les motifs repris au moyen, pour écarter le fait justificatif de légitime défense « qu'en s'abstenant de faire appel aux services de police comme il n'avait pas hésité à le faire en plusieurs occasions les jours précédents, Meraoumia a voulu non pas protéger son domicile ni même décourager Pechon mais a manifestement entendu le supprimer », les juges qui ont encore souligné la disproportion ayant existé entre le comportement de Pechon et la riposte radicale de Meraoumia, ont, sans encourir les griefs qui leur sont faits, justifié leur décision ; que les Chambres d'accusation en statuant sur les charges de culpabilité apprécient souverainement tous les éléments constitutifs des crimes et délits ainsi que les faits justificatifs qu'ils comportent, la Cour de cassation n'ayant d'autre pouvoir que de vérifier si la qualification donnée aux faits, justifie le renvoi devant la juridiction de jugement ; que, contrairement à ce qui est soutenu, l'art. 329 alinéa 1^{er} C. pén. n'institue au bénéfice de l'auteur soupçonné d'un homicide volontaire qu'une présomption simple ; d'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et attendu que la Chambre d'accusation était compétente, qu'il en est de même de la Cour d'assises devant laquelle l'accusé est renvoyé, que la procédure est régulière et que les faits objet de l'accusation sont qualifiés de crime par la loi ;

Par ces motifs, - Rejet...

Il résulte suffisamment du fait que les difficultés financières de la prévenue sont insuffisantes pour caractériser au jour des faits un danger réel ou imminent et que les trois vols commis successivement portant sur des quantités importantes de denrées alimentaires sont incompatibles avec le seul acte nécessaire à la sauvegarde de la personne menacée au sens de l'article 122-7 du Code pénal, que la preuve n'est pas rapportée que la prévenue se trouvait en état de nécessité.

RÉFÉRENCES JURIS-CLASSEURS : J.-Cl. Pénal, Art. 122-7, par Jean-Pierre DELMAS SAINT-HILAIRE.

LA COUR ; — (...) *Au fond :*

La Cour évoquera pour la suite de l'examen de l'affaire, par application des dispositions de l'article 520 du Code de procédure pénale.

Les faits sont constants et reconnus par la prévenue qui, à trois reprises, a frauduleusement soustrait le 17 janvier 1997, à l'occasion d'un voyage à Poitiers, des denrées alimentaires de nature non précisée, pour un montant total de 470,35 F au magasin Leclerc, 7 morceaux de viande pour un poids total de plus de 6 kg pour un montant total de 598,05 F au magasin Intermarché de Bruxerolles et 16 paquets de charcuterie à la coupe pour un montant total de 515,50 F au magasin ATAC à la sortie duquel elle s'est faite interpeller.

Il résulte des dispositions de l'article 122-7 du Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, mais reprenant la jurisprudence dégagée sur l'état de nécessité — fait justificatif — depuis 1956, que « n'est pas pénalement responsable la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la menace », le danger rencontré devant notamment être réel et actuel ou imminent, la réaction de sauvegarde devant être nécessaire et mesurée par rapport à la gravité de la menace, et la preuve de ce fait justificatif incombant à la personne qui s'en prévaut.

En l'espèce, reconnaissant avoir commis ces vols, Annick G. a déclaré : devant les services de police, qu'ayant peu de ressources et deux enfants à charge, elle avait décidé de voler des denrées alimentaires pour elle et ses enfants ; devant le tribunal correctionnel, qu'elle avait de grosses difficultés financières, ne recevant aucune pension alimentaire pour ses enfants, précisant que ceux-ci — Steven, âgé de 3 ans et Manuella, âgée de 19 ans — s'étant plaints à maintes reprises de n'avoir à manger que de la purée Mous-seline ou des pâtes au jambon, elle avait « craqué » devant les rayons des supermarchés qui lui montraient ce qu'elle ne pouvait offrir, au moins une fois, pour améliorer leur ordinaire alimentaire ; devant la cour, qu'elle n'avait rien à donner à manger à ses enfants et qu'elle voulait remplir son réfrigérateur et le compartiment congélateur de celui-ci.

Il résulte certes des éléments du dossier et des débats qu'Annick G., âgée de 36 ans au moment des faits, ayant deux enfants à sa charge, âgés respectivement de 3 ans et 19 ans, pour lesquels elle ne recevait pas de pension alimentaire, exerçant un emploi à temps partiel de commis de cuisine depuis le 17 juillet 1996 dans un restaurant de Niort où elle demeurait depuis le 1^{er} juillet 1996, était confrontée à une situation financière particulièrement difficile alors qu'au regard de ses charges de loyer (de 420,18 F par mois APL déduite), d'électricité, d'assurance de son véhicule automobile, des frais de nourrice pour Steven, des frais de transport à Poitiers pour la scolarité de Manuella, et de ses propres frais de transport à Poitiers pour suivre, en milieu hospitalier, les soins que nécessitent son état, ses ressources n'étaient que de 4.478 F par mois, lui laissant un disponible de l'ordre de 3.000 F pour subvenir au reste de ses dépenses habituelles, alimentaires, vestimentaires et scolaires, pour elle et ses deux enfants.

Il doit cependant être observé que son compte bancaire était créditeur de 2.583,30 F au 6 janvier 1997 et de 1.859 F au 20 janvier 1997, selon ses propres déclarations devant la Cour. Il l'était donc au jour des faits malgré l'encours des chèques et cartes bancaires émis.

Il doit aussi être observé qu'elle devait percevoir une allocation de soutien familial pour Steven, ainsi qu'une prise en charge VSL pour ses transports à Poitiers.

Il doit enfin être relevé qu'aucun élément n'est produit de nature à démontrer un retentissement de cette situation économique sur l'état de santé des enfants de la prévenue.

Compte tenu de ces éléments, les difficultés financières d'Annick G., sont insuffisantes pour caractériser au jour des faits un danger réel et actuel ou imminent menaçant ses enfants.

Il est d'ailleurs significatif à cet égard de relever que c'est pour « améliorer l'ordinaire des enfants » qu'Annick G. avait déclaré devant le premier juge avoir commis ces vols.

À ce niveau il convient aussi de relever que ce sont trois vols qui ont été commis successivement par Annick G. et portant, en ce qui concerne ceux dont l'inventaire des marchandises volées figure au dossier, sur des quantités importantes de viande, ou de charcuterie, incompatibles avec le seul acte nécessaire à la sauvegarde de la personne menacée au sens de l'article 122-7 du Code pénal.

Il résulte donc suffisamment de ces éléments que la preuve n'est pas rapportée qu'Annick G. se trouvait en état de nécessité, tel que défini par l'article susvisé au moment des trois vols qui lui sont reprochés et qu'elle reconnaît avoir commis.

Elle sera donc déclarée coupable des délits visés à la prévention.

Sur le prononcé de la peine, la Cour retiendra qu'Annick G. est sans antécédents judiciaires, que toutefois les vols se sont répétés dans trois magasins différents et que si l'un des magasins a été dédommagé du préjudice qu'il a subi à la suite du vol commis à son encontre, il n'en n'est pas de même des deux autres magasins concernés. La Cour tiendra enfin compte des ressources limitées d'Annick G. et la condamnera donc au vu de ces éléments à 3.000 F d'amende avec sursis (...).

Par ces motifs :

LA COUR, statuant publiquement, contradictoirement, sur appel en matière correctionnelle et en dernier ressort (...)

Sur l'action publique :

— Déclare Annick G. coupable des 3 vols qui lui sont reprochés.

En répression, la condamne à 3.000 F d'amende avec sursis (...).

M. Besset, Prés., M^{me} Brottier, Reye, Av.

REJET des pourvois formés par Paris Christian, Morin Dominique, Ray Marie-Liesse, Ducrot Isabelle, Chauvin Matthieu, Du Breil de Pontbrian Béatrice, Gobry Claire, épouse Fontana, contre l'arrêt de la cour d'appel d'Orléans, chambre correctionnelle, du 31 janvier 1995, qui, pour entrave à interruption volontaire de grossesse, a condamné les 6 premiers à 3 mois d'emprisonnement avec sursis, la dernière à 6 mois d'emprisonnement avec sursis, a dit que la mention de cette condamnation serait exclue du bulletin n° 2 du casier judiciaire de Marie-Liesse Ray et d'Isabelle Ducrot et a prononcé sur les intérêts civils.

31 janvier 1996.

N° 95-81.319.

LA COUR,

Joignant les pourvois en raison de la connexité ;

Vu le mémoire personnel et le mémoire ampliatif produits, communs aux demandeurs, ainsi que le mémoire en défense ;

Sur les faits :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, en début de matinée, au centre hospitalier universitaire de Tours, 9 personnes se sont introduites dans la salle d'intervention du service d'orthogénie et se sont enchaînées au sol par les chevilles et par le cou à l'aide d'antivols de motocyclette ; que les lieux ont été libérés en début d'après-midi, après que les services de police furent parvenus à faire ôter les entraves sans risque de blessures ; que pendant ce temps, un communiqué de presse était diffusé, faisant état d'une opération menée « pour sauver avant leur naissance des enfants dont la mort est programmée » ;

Que les membres du groupe sont poursuivis pour entrave à interruption volontaire de grossesse, délit réprimé par l'article L. 162-15 du Code de la santé publique, résultant de la loi du 27 janvier 1993 ; qu'ils ont, par l'arrêt attaqué, été déclarés coupables de cette infraction, laquelle est exclue, par son article 25, 23°, du bénéfice de la loi du 3 août 1995 portant amnistie ;

En cet état :

Sur le premier moyen de cassation proposé par le mémoire personnel, pris de la violation de l'article 2 de la Constitution et de l'article 454 du Code de procédure civile :

Sur le troisième moyen de cassation pris de la violation des articles 122-7 du Code pénal, L. 162-1 à L. 162-15 du Code de la santé publique, 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale :

« en ce que l'arrêt attaqué a rejeté l'exception de légitime défense et d'état de nécessité invoquée par les 9 prévenus et les a déclarés coupables d'entrave au fonctionnement régulier d'un service IVG ;

« alors que, aux termes de l'article 122-7 nouveau du Code pénal, n'est pas pénalement responsable la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sous réserve qu'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace ; que ce texte d'application générale ne peut souffrir aucune exclusion ; qu'il est incontestable qu'un enfant conçu entre les 18 novembre 1993 pour protester silencieusement contre les interruptions volontaires de grossesse programmées pour la journée et tenter de sauver les enfants conçus voués à la destruction comme s'il s'agissait d'un simple déchet et en s'entravant dans les locaux du CHU, les prévenus qui ont, sans disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace pesant sur autrui, accompli un acte nécessaire à la sauvegarde d'autrui ou d'un bien n'ont pas commis l'infraction qui leur est reprochée ; qu'il s'ensuit que la déclaration de culpabilité est illégale » ;

Attendu que les prévenus ont soutenu que l'entrave à l'interruption volontaire de grossesse était justifiée pour sauvegarder l'enfant à naître d'une atteinte à sa vie ;

Attendu qu'en écartant ce fait justificatif, la cour d'appel n'a pas encouru le grief allégué ;

Qu'en effet, l'état de nécessité, au sens de l'article 122-7 du Code pénal, ne saurait être invoqué pour justifier le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse, dès lors que celle-ci est autorisée, sous certaines conditions, par la loi du 17 janvier 1975 ;

D'où il suit que le moyen ne peut être accueilli ;

Cour de Cassation
Chambre criminelle
Audience publique du 1 juin 2005

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation de l'article 122-7 du Code pénal ;

Vu ledit article ;

Attendu que, selon ce texte, seul un danger actuel et imminent est de nature à justifier la commission de l'infraction:

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Patricia Y... épouse X..., gérante d'une société exploitant un fonds de commerce de bijouterie, est poursuivie pour avoir omis de déposer au greffe du tribunal de commerce, dans le mois suivant l'approbation des comptes annuels, les documents comptables prévus à l'article L.232-22 du Code de commerce;

Attendu que, pour la renvoyer des fins de la poursuite, l'arrêt relève que le commerce exploité par la prévenue est particulièrement exposé aux vols et agressions et qu'il en a du reste subi neuf en quelques années ; qu'il énonce que la publicité des comptes sociaux et documents annexes, qui comportent des indications utilisables par les malfaiteurs pour "cibler" leurs exactions, place la prévenue face à un danger actuel et imminent, et qu'en s'abstenant de déposer au greffe ces documents, où des tiers peuvent les consulter, la prévenue a accompli un acte nécessaire à la sauvegarde de sa personne, en tout cas de ses biens, sans qu'il y ait disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi, alors qu'un danger simplement éventuel ne saurait justifier la commission de l'infraction, la cour d'appel a méconnu le texte susvisé et le principe ci-dessus énoncé ;

D'où il suit que la cassation est encourue ;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions, l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Pau, en date du 16 décembre 2004, et pour qu'il soit à nouveau jugé, conformément à la loi,

RENVOIE la cause et les parties devant la cour d'appel de Bordeaux, à ce désignée par délibération spéciale prise en chambre du conseil ;

ORDONNE l'impression du présent arrêt, sa transcription sur les registres du greffe de la cour d'appel de Pau, sa mention en marge ou à la suite de l'arrêt annulé ;

Ainsi jugé et prononcé par la Cour de cassation, chambre criminelle, en son audience publique, les jour, mois et an que dessus ;

Etaient présents aux débats et au délibéré, dans la formation prévue à l'article L.131-6, alinéa 4, du Code de l'organisation judiciaire : M. Cotte président, M. Challe conseiller rapporteur, M. Pibouleau conseiller de la chambre ;

Greffier de chambre : Mme Daudé ;

En foi de quoi le présent arrêt a été signé par le président, le rapporteur et le greffier de chambre ;

- CRIM. 21 janvier 1921, S. 1922 I p. 185 n. Roux

La Cour ; - Sur le moyen pris de la violation par fausse application de l'art. 65 du décret-loi disciplinaire et pénal du 24 mars 1852, en ce que le jugement attaqué déclare le demandeur coupable d'avoir laissé partir son navire sans se rendre à bord, alors qu'il justifiait d'un cas de force majeure ; - Attendu que la force majeure ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine et que celle-ci n'a pu ni prévoir ni conjurer ; - Attendu qu'il est constaté par les juges du fond, devant lesquels le moyen a été une première fois soulevé, que Trémintin a été mis en état d'arrestation pour ivresse, dans la ville du Havre, quelques heures avant le départ du paquebot Savoie, sur lequel il était embarqué ; qu'il a été conduit au poste de police et qu'il y était encore au moment du départ du navire ; - Attendu que les éléments légaux de la force majeure, exclusive du délit, ne se rencontraient pas dans l'espèce ; qu'en effet, en admettant que la détention de Trémintin au poste de police l'ait mis dans l'impossibilité absolue de se rendre à son bord, cette détention occasionnée par la faute qu'il avait commise en se mettant en état d'ivresse, n'a pas constitué un événement qu'il n'ait pu éviter ; - d'où il suit que le moyen n'est pas fondé ; - Et attendu que le tribunal a été composé conformément à la loi ; qu'il était compétent ; que la procédure a été régulière, et que les faits déclarés constants justifient la peine appliquée ; - Rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu le 23 déc. 1920 par le tribunal maritime commercial séant au Havre, etc...

du 29 janv. 1921 - Ch. crim. MM. BARD, prés. LA BORDE, rap. DEPEIGES, av. gén.-.

Cour de cassation, crim.
15 nov. 2005

LA COUR : - Sur le second moyen de cassation, pris de la violation des articles 485 et 593 du code de procédure pénale, défaut de réponse à conclusions; - Attendu qu'en l'absence de pourvoi formé par les parties civiles, et alors que le ministère public n'a pas pris de réquisitions écrites en application de l'article 458 du code de procédure pénale, le moyen, qui invoque un défaut de réponse aux conclusions déposées par celles-ci devant la cour d'appel, est irrecevable;

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des articles 485 et 593 du code de procédure pénale, contradiction de motifs et

défaut de base légale; - Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de procédure que, le 20 mai 2002, à 19 heures 15, le véhicule de marque Audi conduit sur l'autoroute A7, dans le sens nord-sud, par Dirk X..., ressortissant allemand âgé de 57 ans, accompagné de son épouse, a pénétré à vive allure sur l'aire de repos de Mornas (Vaucluse), traversé l'une des voies de service de la station d'essence en heurtant le plot qui en fermait l'accès et percuté deux autres voitures automobiles; que la première a pris feu et a été projetée sur une troisième; que Brigitte Y... et sa fille A..., occupantes du premier véhicule, Corinne Z..., passagère du second, et Marie-Christine Le A..., passagère du troisième, sont décédées des suites de leurs blessures; que plusieurs témoins ont déclaré avoir vu le véhicule Audi, quelques minutes avant l'accident, à l'arrêt sur la bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute, deux à trois kilomètres, avant l'aire de Mornas, les feux de détresse en action, certains précisant qu'il était ensuite reparti en heurtant les barrières de sécurité et s'était dirigé à une vitesse croissante, en passant d'une file à l'autre, jusqu'au lieu de la collision; que Dirk X..., cité sous la prévention d'homicides involontaires, mise en danger d'autrui et défaut de maîtrise, a été relaxé par le tribunal correctionnel, qui a statué sur les intérêts civils par application de l'article 470-1 du code de procédure pénale; - Attendu que, pour confirmer la relaxe, l'arrêt relève que Rositwah X... a témoigné que, son mari ayant ressenti un malaise, elle avait réussi à arrêter le véhicule sur la bande d'arrêt d'urgence en actionnant le frein à main mais n'avait pas eu le temps d'aller chercher du secours car une crispation du pied du conducteur sur la pédale d'accélérateur avait provoqué un redémarrage brutal de l'automobile, équipée d'une boîte de vitesses automatique, dont elle s'était efforcée de guider la course dans le flot de la circulation; - Attendu que les juges, après avoir relevé que l'état de combustion des plaquettes de frein confirmait que Rositwah X... avait tenté de ralentir la vitesse de la voiture en actionnant le frein à main, retiennent que, selon les témoignages concordants de celle-ci et de deux médecins ayant porté secours à Dirk X... après l'accident, ce dernier a bien, comme il l'affirme, perdu le contrôle du véhicule à la suite d'un malaise brutal et imprévisible, même si le médecin expert n'a pu en trouver la cause chez un homme en bonne santé; que la juridiction du second degré en conclut que le prévenu, qui a agi sous l'empire d'une contrainte à laquelle il n'a pu résister, n'est pas pénalement responsable des infractions reprochées; - Attendu qu'en l'état de ces motifs, procédant de ses constatations souveraines, la cour d'appel a fait l'exacte application de l'article 122-2 du code pénal; d'où il suit que le moyen doit être écarté;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme; rejette le pourvoi [...].

04-87.813 (n° 6169 F-P+F) - Composition de la juridiction: MM. Cotte, prés. - Blondet, rapp. - Launay, av. gén. - Décision attaquée: Cou d'appel de Nîmes (ch. corr.), 17 sept. 2004 (Rejet)

Mots-clés: RESPONSABILITE PENALE * Contrainte * Circulation routière * Malaise du conducteur * Contrôle du véhicule * Perte * Caractère irrésistible * Irresponsabilité

Vu lesdits articles, ensemble l'article 122-3 du Code pénal ;

Attendu que, selon l'article 122-3 du Code pénal, l'erreur sur le droit n'entraîne une exonération de responsabilité pénale que si la personne qui s'en prévaut n'a pas été en mesure de l'éviter ;

Que ne saurait constituer une telle erreur, celle qui est relative au sens ou à la portée d'une décision judiciaire susceptible d'être interprétée par le juge ;

Attendu que, pour faire bénéficier Louis Kluberg, poursuivi du chef de violation de domicile, des dispositions de l'article précité, l'arrêt attaqué relève que le prévenu, qui s'était introduit, en l'absence de son épouse dont il vivait séparé, dans l'appartement attribué à celle-ci par décision judiciaire, avait consulté, au préalable, son avoué qui lui avait fait connaître, par écrit, que, la cour d'appel de Versailles ayant, par arrêt du 3 décembre 1992, rejeté la demande en divorce formée par l'épouse, tout en autorisant les époux à résider séparément, il ne lui était pas interdit de regagner ce logement où était implicitement fixée la résidence familiale ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi, alors qu'en l'espèce tout risque d'erreur pouvait être évité par une demande d'interprétation présentée en application de l'article 461 du nouveau Code de procédure civile, la cour d'appel a méconnu le principe susénoncé ;

D'où il suit que la cassation est encourue de ce chef ;

Par ces motifs,

I. Sur le pourvoi formé par Louis Kluberg :

Lé déclare IRRECEVABLE ;

II. Sur le pourvoi formé par Hannah Stern :

CASSE ET ANNULE, mais en ses seules dispositions civiles, l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Versailles, en date du 24 juin 1994, et pour qu'il soit jugé à nouveau conformément à la loi, dans la limite de la cassation ainsi prononcée,

RENVOIE la cause et les parties devant la cour d'appel de Paris.

REJET des pourvois formés par Cordelette Francis, la Société Samu Auchan, civilement responsable, représentée par son président-directeur général Gérard Mulliez, contre l'arrêt de la cour d'appel de Douai, chambre correctionnelle, du 28 novembre 1995, qui, pour publicité portant sur l'extension d'un magasin effectuée sans autorisation de la commission départementale d'équipement commercial, a condamné le premier à 100 000 francs d'amende.

LA COUR,

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, depuis 1972, la société Auchan exploite, dans un centre commercial, un hypermarché d'une surface de vente de 10 300 m² ; qu'en 1993 une filiale immobilière de cette société a acheté, dans la même galerie marchande, un local voisin de l'hypermarché et dans lequel était exploité un commerce de meubles de 5 500 m² sous l'enseigne " Atlas " ; qu'une filiale du Groupe Auchan, la société Espace Plus, gérée initialement par Francis Cordelette, s'est installée dans les lieux pour exploiter, comme locataire-gérante de la société Auchan, un commerce d'équipement de la maison, en bénéficiant de l'autorisation initialement consentie au magasin Atlas ; qu'après travaux d'agrandissement, autorisés par un permis de construire, et réaménagement des locaux, la société Espace Plus a déplacé sa surface de vente de 3 793 m² dans le prolongement du magasin Auchan ;

Attendu qu'à la suite de ces faits Francis Cordelette a été poursuivi, en sa qualité de directeur général adjoint de la société Auchan, pour avoir exploité une surface de vente sans avoir obtenu l'autorisation de la commission départementale d'équipement commercial, infraction prévue par l'article 40 du décret du 9 mars 1993 ; que la cour d'appel a constaté l'amnistie de cette contravention ; qu'également poursuivi sur le fondement de l'article L. 121-15 du Code de la consommation, Francis Cordelette a été déclaré coupable de diffusion de publicité portant sur l'extension du magasin à grande surface effectuée sans l'autorisation de cette commission ; que la société Auchan, prise en la personne de son dirigeant Gérard Mulliez, a été déclarée civilement responsable ;

Attendu que, pour retenir que l'opération réalisée était soumise à autorisation, la cour d'appel relève que l'hypermarché de la société Auchan et le magasin contigu, exploité par la société Espace Plus, présentent des infrastructures et un parc de stationnement communs, que la seconde société se fournit auprès de la centrale d'achat de la première, que la comptabilité de la société Espace Plus, de même que son service après-vente, sont assurés par la société Auchan, et que la carte de crédit propre au magasin Auchan est acceptée dans l'autre magasin ; que les juges ajoutent que l'hypermarché ne commercialise plus certains produits, dont la vente a été transférée dans le magasin voisin, et que les publicités commerciales sont communes aux 2 entreprises ;

Attendu que les juges déduisent de ces constatations que, bien que séparés par une cloison et pourvus de caisses distinctes, l'hypermarché et le magasin exploité par la société Espace Plus composent un même ensemble commercial, au sens de l'article 29-1 de la loi du 27 décembre 1973 ; qu'ils énoncent qu'il doit être tenu compte de la totalité de la surface de vente de cet ensemble pour déterminer les seuils de superficie prévus au 1° de l'article 29 ; qu'ils en concluent, par application de l'article 29.2°, que la société Auchan, ayant déjà atteint ce seuil, devait soumettre, pour autorisation, son projet d'extension de la surface de vente à la commission départementale d'équipement commercial ;

Attendu qu'en prononçant ainsi la cour d'appel a fait l'exacte application des textes précités ;
Qu'en effet le champ d'application de l'article 29.2° de la loi du 27 décembre 1973, dans sa rédaction alors applicable, doit s'apprécier au regard de la notion d'ensemble commercial définie à l'article 29-1 ;

D'où il suit que le moyen ne saurait être accueilli ;

Sur le second moyen de cassation pris de la violation des articles 122-3 du nouveau Code pénal, 593 du Code de procédure pénale, manque de base légale et défaut de motifs :

" en ce que l'arrêt attaqué a confirmé la déclaration de culpabilité et condamné Francis Cordelette à une amende de 100 000 francs et déclaré Gérard Mulliez civilement responsable ;

" aux motifs que "la Samu Auchan a obtenu le 20 avril 1994 un permis de construire pour la réalisation de cette opération, après avis du ministère des Entreprises qui ne considérait pas le déplacement comme une extension, sous certaines réserves qui ont été observées ; que les prévenus invoquent en conséquence l'excuse absolutoire de l'erreur sur le droit ; mais attendu que cette erreur doit être invincible pour celui qui l'invoque ; qu'il n'est pas sérieux de soutenir qu'un groupe de cette importance ne dispose pas de juristes qualifiés pour éclairer préalablement des choix aussi fondamentaux de la stratégie commerciale ; que l'opération a donc été effectuée en connaissance de cause ; que l'exception sera rejetée" ;

" alors, d'une part, que constitue une erreur de droit, au sens de l'article 122-3 du nouveau Code pénal, l'information erronée fournie par l'autorité administrative interrogée préalablement à l'acte, de sorte qu'en refusant de faire jouer l'erreur de droit tout en relevant que le ministère compétent, préalablement interrogé, avait donné un avis favorable à l'opération litigieuse, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations et violé le texte susvisé ;

" alors, d'autre part, que, s'agissant d'interpréter un texte récent issu d'un projet de loi élaboré par le ministère du Commerce et de l'Artisanat, nul n'était plus qualifié que ce ministère pour en donner la bonne interprétation, de sorte qu'en se fondant sur la circonstance inopérante que le groupe Auchan disposait certainement de juristes qualifiés, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard du texte visé au moyen " ;

Attendu que le prévenu a invoqué devant les juges du fond l'erreur sur le droit comme cause d'irresponsabilité pénale, en se prévalant de l'avis du ministère compétent consulté par l'Administration lors de l'instruction de la demande de permis de construire selon lequel l'opération envisagée ne nécessitait pas une autorisation d'urbanisme commercial, à la condition, en l'espèce réalisée, que la séparation entre l'hypermarché et la moyenne surface contiguë soit physiquement matérialisée et que les caisses soient distinctes ;

Attendu que, pour refuser au prévenu le bénéfice des dispositions de l'article 122-3 du Code pénal, la cour d'appel énonce que l'erreur commise n'était pas invincible pour celui-ci, dès lors que la société Auchan, qui est en mesure de disposer de juristes qualifiés pour l'éclairer sur ses choix de stratégie commerciale, a agi en connaissance de cause ;

Attendu qu'en prononçant ainsi, et alors qu'elle relève que la société Auchan s'est vue à 5 reprises refuser l'autorisation d'extension de l'hypermarché qu'elle avait antérieurement sollicitée auprès de la commission d'urbanisme commercial, la cour d'appel a justifié sa décision sans encourir les griefs allégués ;

D'où il suit que le moyen doit être écarté ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE les pourvois.

Cour de Cassation
Chambre criminelle
Audience publique du 11 mai 2006

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, en son audience publique tenue au Palais de Justice à PARIS, le onze mai deux mille six, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le rapport de M. le conseiller référendaire SASSOUST et les conclusions de M. l'avocat général FINIELZ ;

Statuant sur le pourvoi formé par :

- LE PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL DE LYON,

contre l'arrêt n° 757 de ladite cour d'appel, 7ème chambre, en date du 2 novembre 2005, qui, a relaxé Stéphane X... du chef de conduite d'un véhicule à moteur malgré l'invalidation du permis de conduire résultant de la perte totale des points ;

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 122-3 du code pénal et 593 du code de procédure pénale ;

Attendu que, pour renvoyer Stéphane X... des fins de la poursuite, l'arrêt infirmatif attaqué énonce qu'une attestation, en date du 5 septembre 2004, a bien été remise à ce dernier par un agent de police judiciaire, agissant conformément aux instructions du vice-procureur de la République de Lyon, selon laquelle la situation administrative du prévenu est parfaitement régulière, malgré l'annulation de son permis de conduire français ; que les juges ajoutent qu'il en résulte que l'intéressé a pu légitimement croire qu'il était autorisé à conduire avec son permis international, même s'il est avéré que cette attestation lui a été remise par erreur ;

Attendu qu'en l'état de ces motifs, qui caractérisent l'erreur de droit au sens de l'article 122-3 du code pénal, la cour d'appel a justifié sa décision ;

D'où il suit que le moyen doit être écarté ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi ;

Sujet. – Cas pratique :

Cas. – Olivier TOUISTE a 13 ans. Ses parents ont l'habitude de l'humilier et de le maltraiter. En fin de semaine, ils exigent également de lui, sous peine d'être violemment battu, qu'il mendie et qu'il vole à la tire. Par peur, Olivier s'exécute toujours, bien que, à l'école, son institutrice ait longuement expliqué l'existence de centres téléphoniques destinés à l'écoute et à l'aide des enfants victimes de mauvais traitements, et qu'il ait conservé les numéros de téléphone indiqués. Un jour, Olivier est surpris par la police en train de fouiller dans le sac-à-main d'une passante inattentive et d'en retirer un portefeuille. Informés – et redoutant de perdre une source de revenus –, ses parents se demandent si leur fils risque d'« aller en prison ». Leur crainte est-elle justifiée ?

Droit pénal général
Année 2017-2018

Séance de TD N° 9

Les peines et les mesures de sûreté

I. Les peines

- Les fonctions de la peine : Art. 130-1 CP
- L'individualisation de la peine : Art. 132-1 CP
- La subsidiarité de la peine d'emprisonnement ferme : Art. 132-19 CP
- La motivation des peines correctionnelles : Crim., 1^{er} février 1997

II. Les mesures de sûreté

Le principe : l'application immédiate des mesures de sûreté

- Crim., 26 novembre 1997, D. 1998, p. 495, D. Rebut
- CCel, 8 décembre 2005

L'exception : la non-rétroactivité des mesures de sûreté privatives de liberté

- CCel, 21 février 2008

A comparer avec CEDH Mücke c./ Allemagne, 17 décembre 2009, requête n° 19359/04 (à consulter)

Article 130-1 CP

- Créé par LOI n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 1

Afin d'assurer la protection de la société, de prévenir la commission de nouvelles infractions et de restaurer l'équilibre social, dans le respect des intérêts de la victime, la peine a pour fonctions :

- 1° De sanctionner l'auteur de l'infraction ;
- 2° De favoriser son amendement, son insertion ou sa réinsertion.

Article 132-1 CP

- Modifié par LOI n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 2

Lorsque la loi ou le règlement réprime une infraction, le régime des peines qui peuvent être prononcées obéit, sauf dispositions législatives contraires, aux règles du présent chapitre.

Toute peine prononcée par la juridiction doit être individualisée.

Dans les limites fixées par la loi, la juridiction détermine la nature, le quantum et le régime des peines prononcées en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale, conformément aux finalités et fonctions de la peine énoncées à l'article 130-1.

Article 132-19 CP

- Modifié par LOI n°2016-731 du 3 juin 2016 - art. 110

Lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'emprisonnement, la juridiction peut prononcer une peine d'emprisonnement pour une durée inférieure à celle qui est encourue.

En matière correctionnelle, une peine d'emprisonnement sans sursis ne peut être prononcée qu'en dernier recours si la gravité de l'infraction et la personnalité de son auteur rendent cette peine nécessaire et si toute autre sanction est manifestement inadéquate ; dans ce cas, la peine d'emprisonnement doit, si la personnalité et la situation du condamné le permettent, et sauf impossibilité matérielle, faire l'objet d'une des mesures d'aménagement prévues aux sous-sections 1 et 2 de la section 2 du présent chapitre.

Lorsque le tribunal correctionnel prononce une peine d'emprisonnement sans sursis et ne faisant pas l'objet d'une des mesures d'aménagement prévues aux mêmes sous-sections 1 et 2, il doit spécialement motiver sa décision, au regard des faits de l'espèce et de la personnalité de leur auteur ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale.

Crim., 1^{er} février 2017

Sur le troisième moyen de cassation, pris de la violation des articles 6 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, 131-26, 2^o et 132-1 du code pénal, 24 alinéas 8, 10 et 11 de la loi du 29 juillet 1881, 591 et 593 du code de procédure pénale, défaut et contradiction de motifs, manque de base légale ;

" en ce que l'arrêt attaqué a déclaré M. X... coupable de provocation à la haine ou à la violence, l'a condamné à une amende de 10 000 euros ainsi qu'à la privation de son droit d'éligibilité pour une durée d'un an et a prononcé sur les intérêts civils ;

" aux motifs que le 12 novembre 2013, lors d'une réunion publique de quartier organisée aux Issambres sur la commune de Roquebrune-sur-Argens et alors que le débat portait sur la présence de Roms sur la commune, le maire, M. X..., s'exprimait et déclarait : « Je vous rappelle quand même que les gens du voyage, que dis-je, les Roms, m'ont mis neuf fois le feu. Neuf fois des départs de feux éteints par le SDIS dont le dernier, ils se le sont mis eux-mêmes. Vous savez ce qu'ils font : ils piquent des câbles électriques et après ils les brûlent pour récupérer le cuivre et ils se sont mis à eux-mêmes le feu dans leurs propres caravanes. Un gag ! Ce qui est presque dommage, c'est qu'on ait appelé trop tôt les secours ! Mais je ne l'ai pas dit, je ne l'ai pas dit. Non mais parce que les Roms, c'est un cauchemar, c'est un cauchemar » ; que l'article 24 alinéa 8 de la loi du 29 juillet 1881 énonce : « ceux qui auront, par l'un des moyens énoncés à l'article 23, provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, seront punis d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 45 000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement » ; que les propos enregistrés dans le CD se trouvant au dossier, émanent de M. X..., maire de la commune, sans qu'aucun membre de l'assistance ne les lui ait soufflés ou suggérés ; qu'il ne ressort pas, non plus, de l'enregistrement que l'assemblée « balançait des propos virulents » contre les Roms, contrairement à ses déclarations ; qu'à bon droit, le tribunal a précisé que dans ses arrêts les plus récents, la Cour de cassation a introduit plus de rigueur dans la définition de l'infraction en précisant qu'il ne suffit pas que les propos incriminés soient destinés à faire naître un sentiment négatif mais qu'il faut qu'ils contiennent une provocation ou une exhortation à commettre des actes ; qu'il est établi par l'enregistrement des propos que le prévenu, maire de la commune de Roquebrune-sur-Argens, a délibérément rappelé que les Roms avaient provoqué neuf départs de feu dans leur campement et a regretté avoir appelé les secours trop tôt, ce qui sous-entend qu'ils auraient pu brûler dans leur caravane ; qu'il a, ainsi, stigmatisé un groupe les Roms, insufflé la haine de ce groupe et qu'il a, en toute connaissance de cause, provoqué à la violence envers les Roms en s'adressant à un public dans lequel les personnes les plus influençables pouvaient prendre ses paroles au premier degré et, par suite, se croire autorisées à s'en prendre directement aux Roms ; que la liberté d'opinion ou d'expression trouve ses limites lorsque les paroles prononcées suscitent un sentiment d'hostilité ou de rejet envers un groupe de personnes déterminées ; qu'en l'espèce, les limites du droit à la libre expression ont été dépassées car les propos tenus par le prévenu, volontairement stigmatisants et surtout provocateurs, démontrent la volonté certaine de leur auteur, qui, en rappelant une énumération de méfaits graves qui auraient été commis par les Roms et en les juxtaposant à l'idée de ne pas appeler les secours en cas d'incendie et par suite de les faire disparaître, prenait le risque de susciter immédiatement chez certains de ses administrés des réactions de rejet, voire de haine et de violence ; que de tels agissements venant de la part d'un homme politique, maire de la commune de Roquebrune sur-Argens depuis treize ans, dont la mission est avant tout d'assurer la sécurité de l'ensemble des personnes se trouvant sur sa commune, sont constitutifs du délit reproché ; que les faits sont parfaitement établis ; qu'eu égard à la personnalité du prévenu et à la gravité des faits reprochés, la cour confirme la condamnation de M. X... à une amende de 10 000 euros, ainsi que la peine complémentaire de privation d'éligibilité pour une durée d'un an ;

" 1°) alors que la peine d'inéligibilité sanctionnant des propos tenus doit être nécessaire et proportionnée particulièrement au regard du droit à la liberté d'expression ; que les interventions d'un élu concernant des sujets d'intérêt général jouent un rôle très important dans le libre débats des idées politiques sans lequel il n'est pas de société démocratique ; que sanctionner les propos d'un élu par une peine d'inéligibilité susceptible d'avoir un effet dissuasif sur tous les débats d'idées concernant des sujets de société peut restreindre de manière importante le libre débat sur des questions d'intérêt général sans lequel il n'est pas de société démocratique ; qu'en s'abstenant de toute **motivation** à cet égard, la cour d'appel n'a pas justifié le prononcé d'une telle peine ;

" 2°) alors qu'en outre toute peine doit être individualisée en fonction des circonstances de l'infraction, de la personnalité de son auteur, de sa situation matérielle, familiale et sociale ; qu'en se bornant pour prononcer la peine d'inéligibilité, à énoncer « la personnalité du prévenu et la gravité des faits reprochés », la cour d'appel qui s'est prononcée par des motifs généraux sans procéder à un examen concret, a méconnu les dispositions susvisées " ;

Attendu que, pour confirmer le jugement entrepris, l'arrêt retient que les faits ont été commis par un homme politique, maire de la commune de Roquebrune-sur-Argens depuis treize ans, dont la mission est avant tout d'assurer la sécurité de l'ensemble des personnes sur sa commune ; que les juges ajoutent que, compte tenu de la personnalité du prévenu et de la gravité des faits qui lui sont reprochés, une peine complémentaire d'inéligibilité pour une durée d'un an lui est infligée ;

Attendu qu'en l'état de ces motifs procédant de son appréciation souveraine, qui, d'une part, répondent à l'exigence, résultant des articles 132-1 du code pénal et 485 du code de procédure pénale, selon laquelle en matière correctionnelle toute peine doit être motivée au regard de la gravité des faits, de la personnalité de leur auteur et de sa situation personnelle, et dont il se déduit, d'autre part, que les juges ont apprécié le caractère proportionné de l'atteinte portée au principe de la liberté d'expression défini par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme tel qu'interprété par la Cour européenne, la cour d'appel a justifié sa décision ;

D'où il suit que le moyen doit être écarté ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi ;

Crim. 26 novembre 1997, Bull. crim. n° 404 ; D. 1998.495, note Rebut
(mesure d'interdiction professionnelle : distinction des peines et des mesures de sûreté ;
dérogation au principe de non-rétroactivité)

REJET du pourvoi formé par Gollion Patrick, contre l'arrêt de la cour d'appel de Chambéry, chambre correctionnelle, du 10 juillet 1996, qui a rejeté sa requête en relèvement d'une incapacité.

LA COUR,

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des articles 9 et 14 de la loi du 2 janvier 1970, 46-IV de la loi du 21 juillet 1994, 591 et 593 du Code de procédure pénale :

« en ce que l'arrêt attaqué a rejeté la requête de Patrick Gollion tendant à voir prononcer la levée de l'interdiction d'exercer la profession d'agent immobilier et d'administrateur de biens ;

« aux motifs que la loi du 2 janvier 1970, qui prévoit les conditions d'accès à la profession d'agent immobilier, n'édicte pas une peine mais une incapacité ; que la condamnation pénale ayant, en l'espèce, été prononcée antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 21 juillet 1994, qui a modifié ladite loi, il y a lieu d'appliquer à cette entrée en vigueur les règles de droit transitoires prévues par l'article 14 de la loi du 2 janvier 1970, non modifiées par la loi du 21 juillet 1994, selon lesquelles les personnes exerçant une profession ou activité visées aux articles 1^{er} à 4 qui, antérieurement à la publication de la loi nouvelle, ont encouru l'interdiction résultant de son application, devront cesser leur profession ou activité ; que tel est le cas de Patrick Gollion qui a été condamné pour une infraction prévue, au moment des faits, par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 et, aujourd'hui, par l'article L. 213-1 du Code de la consommation ;

« alors, d'une part, que les condamnations prononcées à son encontre l'ayant été pour des faits commis antérieurement à la promulgation de la loi du 21 juillet 1994, Patrick Gollion n'encourait pas l'incapacité prévue par ladite loi ;

« alors, d'autre part, que les dispositions transitoires de la loi du 2 janvier 1970 n'étaient pas applicables aux modifications apportées à cette loi par celle du 21 juillet 1994 » ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de procédure que, pour un délit de tromperie commis en 1988, Patrick Gollion a été condamné par la cour d'appel de Chambéry, le 28 juin 1995, à une peine d'emprisonnement avec sursis probatoire ; qu'exerçant l'activité d'agent immobilier, il a saisi cette juridiction d'une requête en relèvement de l'incapacité professionnelle résultant de plein droit de la condamnation, en application de l'article 1^{er}, 2^o bis, de la loi du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations sur les immeubles et les fonds de commerce ; qu'il a notamment fait valoir à l'appui de sa demande que les dispositions précitées, issues de l'article 46 de la loi du 21 juillet 1994, qui a notamment étendu aux condamnations pour tromperie les causes d'incapacité prévues par l'article 9, ne peuvent, en vertu du principe de non-rétroactivité des lois pénales, s'appliquer à une condamnation antérieure à son entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1995 ;

Attendu qu'en ayant rejeté la requête la cour d'appel, abstraction faite d'une référence erronée mais surabondante à l'article 14 de la loi du 2 janvier 1970, n'encourt pas la censure ; que l'incapacité attachée à certaines condamnations, édictée par le texte régissant les conditions d'accès à la profession d'agent immobilier, ne constitue pas une peine complémentaire mais une mesure de sûreté qui, dès l'entrée en vigueur de la loi qui l'institue, frappe la personne antérieurement condamnée ;

D'où il suit que le moyen ne saurait être accueilli ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi.

1. Considérant que les auteurs de la saisine défèrent au Conseil constitutionnel la loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales ; qu'ils contestent notamment la conformité à la Constitution du dernier alinéa de son article 7 qui modifie les conditions de délivrance d'un mandat de dépôt à l'audience du tribunal correctionnel ; qu'ils critiquent également son article 41 qui, combiné avec les articles 13 et 42, régit l'application dans le temps du placement sous surveillance électronique mobile ;

- SUR LE PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE MOBILE :

10. Considérant que l'article 13 de la loi déferée insère dans le code de procédure pénale des dispositions instituant un régime de " surveillance judiciaire " qui permet, à leur libération, de soumettre des condamnés présentant un risque élevé de récidive à diverses obligations, notamment le placement sous surveillance électronique mobile ; que l'article 42 prévoit l'application de la surveillance judiciaire aux personnes condamnées à une peine privative de liberté pour des faits commis antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi et dont le risque de récidive est constaté après celle-ci ; que le quatrième alinéa de l'article 41 permet le placement sous surveillance électronique mobile, dans le cadre de la surveillance judiciaire, de personnes condamnées à une peine privative de liberté, assortie d'un suivi socio-judiciaire, pour des faits antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi ;

11. Considérant que les requérants soutiennent que le placement sous surveillance électronique mobile constitue une peine ou une sanction ; qu'ils en déduisent que le législateur ne pouvait prévoir son application immédiate sans méconnaître le principe de non-rétroactivité des peines et des sanctions résultant de l'article 8 de la Déclaration de 1789 ;

12. Considérant qu'aux termes de l'article 8 de la Déclaration de 1789 : " La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée " ; qu'il s'ensuit que le principe de non-rétroactivité de la loi répressive plus sévère ne s'applique qu'aux peines et aux sanctions ayant le caractère d'une punition ;

13. Considérant, en premier lieu, que la surveillance judiciaire est limitée à la durée des réductions de peine dont bénéficie le condamné ; qu'elle constitue ainsi une modalité d'exécution de la peine qui a été prononcée par la juridiction de jugement ;

14. Considérant, en second lieu, que la surveillance judiciaire, y compris lorsqu'elle comprend un placement sous surveillance électronique mobile, est ordonnée par la juridiction de l'application des peines ; qu'elle repose non sur la culpabilité du condamné, mais sur sa dangerosité ; qu'elle a pour seul but de prévenir la récidive ; qu'ainsi, la surveillance judiciaire ne constitue ni une peine ni une sanction ;

15. Considérant, dès lors, que le législateur a pu, sans méconnaître l'article 8 de la Déclaration de 1789, prévoir son application à des personnes condamnées pour des faits commis antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ;

CCel, 21 février 2008 (rétention de sûreté / Surveillance de sûreté)

1. Considérant que les députés et les sénateurs requérants défèrent au Conseil constitutionnel la loi relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pour cause de trouble mental ; qu'ils contestent notamment la conformité à la Constitution de ses articles 1er, 3 et 13 ; que les députés critiquent en outre les dispositions de son article 12, et les sénateurs celles de son article 4 ;

- SUR LA RÉTENTION DE SÛRETÉ ET LA SURVEILLANCE DE SÛRETÉ :

2. Considérant que le I de l'article 1er de la loi déferée insère, dans le titre XIX du livre IV du code de procédure pénale intitulé : « De la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle et de la protection des mineurs victimes », un chapitre III intitulé : « De la rétention de sûreté et de la surveillance de sûreté » composé des articles 706-53-13 à 706-53-21 du code de procédure pénale ; que ces articles prévoient les conditions dans lesquelles une personne peut être placée en rétention de sûreté ou en surveillance de sûreté après l'exécution d'une peine de réclusion criminelle d'une durée égale ou supérieure à quinze ans pour les crimes d'assassinat ou de meurtre, de torture ou actes de barbarie, de viol, d'enlèvement ou de séquestration commis soit sur une victime mineure, soit sur une victime majeure à condition, dans ce dernier cas, que le crime ait été commis avec certaines circonstances aggravantes ;

3. Considérant qu'aux termes du quatrième alinéa de l'article 706-53-13 du code de procédure pénale : « La rétention de sûreté consiste dans le placement de la personne intéressée en centre socio-médico-judiciaire de sûreté dans lequel il lui est proposé, de façon permanente, une prise en charge médicale, sociale et psychologique destinée à permettre la fin de cette mesure » ; qu'elle ne peut être prononcée que si la cour d'assises qui a condamné l'intéressé pour l'un des crimes précités a expressément prévu le réexamen de sa situation à la fin de sa peine en vue d'une éventuelle rétention de sûreté, que si cette personne présente « une particulière dangerosité caractérisée par une probabilité très élevée de récidive parce qu'elle souffre d'un trouble grave de la personnalité » et, enfin, que si aucun autre dispositif de prévention n'apparaît suffisant pour prévenir la récidive des crimes précités ; qu'aux termes de l'article 706-53-14 : « La situation des personnes mentionnées à l'article 706-53-13 est examinée, au moins un an avant la date prévue pour leur libération, par la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté prévue par l'article 763-10, afin d'évaluer leur dangerosité. - A cette fin, la commission demande le placement de la personne, pour une durée d'au moins six semaines, dans un service spécialisé chargé de l'observation des personnes détenues aux fins d'une évaluation pluridisciplinaire de dangerosité assortie d'une expertise médicale réalisée par deux experts » ; que cette commission ne peut proposer la rétention de sûreté, par un avis motivé, que si elle estime que ces conditions sont remplies ;

4. Considérant qu'en vertu des articles 723-37, 723-38 et 763-8 du code de procédure pénale, tels que résultant de la loi déferée, le placement d'une personne en surveillance de sûreté consiste à prolonger, au-delà du terme fixé pour une mesure de surveillance judiciaire ou un suivi socio-judiciaire, tout ou partie des obligations auxquelles cette personne est astreinte au titre de l'une ou l'autre de ces mesures, notamment le placement sous surveillance électronique mobile ; qu'aux termes de l'article 723-37 du code de procédure pénale, cette mesure ne peut être prononcée qu'après expertise médicale constatant la persistance de la dangerosité et dans le cas où « les obligations résultant de l'inscription dans le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes apparaissent insuffisantes pour prévenir la commission des crimes mentionnés à l'article 706-53-13 » et si elle « constitue l'unique moyen de prévenir la commission, dont la probabilité est élevée, de ces infractions » ; qu'en vertu de l'article 706-53-19 du même code, la surveillance de sûreté peut également être ordonnée si la rétention de sûreté n'est pas prolongée ou s'il y est mis fin alors que la personne présente des risques de commettre les infractions mentionnées à l'article 706-53-13 ;

5. Considérant que le I de l'article 13 de la loi déferée organise les conditions dans lesquelles certaines personnes exécutant, à la date du 1er septembre 2008, une peine de réclusion criminelle peuvent, d'une part, être soumises, dans le cadre d'une surveillance judiciaire, d'un suivi socio-judiciaire ou d'une surveillance de sûreté, à une obligation d'assignation à domicile sous le régime du placement sous surveillance électronique mobile et, d'autre part, peuvent, à titre exceptionnel, être placées en rétention de sûreté ; que son II prévoit que la surveillance de sûreté et la rétention de sûreté sont applicables aux personnes condamnées après la publication de la loi pour des faits commis antérieurement ; que son III rend immédiatement applicables, après la publication de la loi, les dispositions relatives à la surveillance de sûreté et autorise, en cas de méconnaissance des obligations qui en résultent, un placement en rétention de sûreté ;

6. Considérant que, selon les requérants, dès lors qu'elle est ordonnée par une juridiction à l'issue d'une procédure pénale, afin de prolonger, au-delà de l'exécution de la peine initialement prononcée, la privation de liberté de personnes ayant commis des crimes particulièrement graves, la rétention de sûreté constitue un complément de peine revêtant le caractère d'une sanction punitive ; qu'elle méconnaîtrait l'ensemble des principes constitutionnels résultant des articles 8 et 9 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; qu'elle porterait atteinte au principe de légalité des délits et des peines, dès lors qu'elle « ne vient sanctionner aucune infraction clairement déterminée » et qu'elle n'est elle-même pas limitée dans le temps ; que, dans la mesure où « il existe des alternatives comme le suivi socio-judiciaire institué par la loi du 17 juin 1998 ou celui de la surveillance judiciaire institué par la loi du 12 décembre 2005 », la rétention de sûreté violerait le principe de nécessité des peines ; que la privation de liberté imposée à une personne qui a déjà exécuté sa peine, à raison de faits de récidive qu'elle pourrait éventuellement commettre, violerait à la fois le droit à la présomption d'innocence, l'autorité de la chose jugée et le principe non bis in idem ; que cet enfermement « sans aucun terme prévisible », qui peut être renouvelé indéfiniment en fonction d'une probabilité de récidive, serait manifestement disproportionné ; que l'évaluation de la dangerosité présenterait trop d'incertitudes et d'imprécisions pour justifier une grave privation de liberté ; que la rétention constituerait en définitive une détention arbitraire prohibée par l'article 66 de la Constitution et une atteinte à la protection de la dignité de la personne humaine ; qu'enfin, son application aux personnes condamnées pour des faits commis antérieurement à la promulgation de la loi porterait atteinte au principe de non rétroactivité de la loi pénale plus sévère ;

. En ce qui concerne les griefs tirés de la méconnaissance de l'article 8 de la Déclaration de 1789 :

8. Considérant qu'aux termes de l'article 8 de la Déclaration de 1789 : « La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée » ; qu'il s'ensuit que ces principes ne s'appliquent qu'aux peines et aux sanctions ayant le caractère d'une punition ;

9. Considérant que, si, pour les personnes condamnées après l'entrée en vigueur de la loi, la rétention de sûreté ne peut être ordonnée que si la cour d'assises a expressément prévu, dans sa décision de condamnation, le réexamen, à la fin de sa peine, de la situation de la personne condamnée en vue de l'éventualité d'une telle mesure, la décision de la cour ne consiste pas à prononcer cette mesure, mais à la rendre possible dans le cas où, à l'issue de la peine, les autres conditions seraient réunies ; que la rétention n'est pas décidée par la cour d'assises lors du prononcé de la peine mais, à l'expiration de celle-ci, par la juridiction régionale de la rétention de sûreté ; qu'elle repose non sur la culpabilité de la personne condamnée par la cour d'assises, mais sur sa particulière dangerosité appréciée par la juridiction régionale à la date de sa décision ; qu'elle n'est mise en œuvre qu'après l'accomplissement de la peine par le condamné ; qu'elle a pour but d'empêcher et de prévenir la récidive par des personnes souffrant d'un trouble grave de la personnalité ; qu'ainsi, la rétention de sûreté n'est ni une peine, ni une sanction ayant le caractère d'une punition ; que la surveillance de sûreté ne l'est pas davantage ; que, dès lors, les griefs tirés de la méconnaissance de l'article 8 de la Déclaration de 1789 sont inopérants ;

10. Considérant, toutefois, que la rétention de sûreté, eu égard à sa nature privative de liberté, à la durée de cette privation, à son caractère renouvelable sans limite et au fait qu'elle est prononcée après une condamnation par une juridiction, ne saurait être appliquée à des personnes condamnées avant la publication de la loi ou faisant l'objet d'une condamnation postérieure à cette date pour des faits commis antérieurement ; que, dès lors, doivent être déclarés contraires à la Constitution les alinéas 2 à 7 du I de l'article 13 de la loi déferée, son II et, par voie de conséquence, son IV ;

∩

Droit pénal général

Séance 10

Révisions

Sujet 1 (pour les étudiants inscrits en TD)

I. Romain et sa petite copine Alice participent à une grande fête organisée pour l'anniversaire d'un ami. Mais Alice, qui envisage de rompre, se laisse séduire par son voisin de canapé, Victor, dont elle vient de faire la connaissance. Romain prend rapidement conscience de la tournure des événements et commence à invectiver Victor. Ce dernier le repousse physiquement et, la situation s'envenimant, Romain finit par frapper violemment Victor. Celui-ci sort alors un couteau de sa poche et se dirige vers Romain, lequel parvient à esquiver son agresseur tout en le faisant tomber. Victor s'embroche alors sur son arme et est grièvement blessé.

Romain, qui n'a pas encore 17 ans, craint d'être poursuivi pour violences sur la personne de Victor ; si tel était le cas, lui conseilleriez-vous d'invoquer sa minorité ou un fait justificatif (le cas échéant, précisez lequel) pour échapper à toute sanction pénale ? (6 pts)

II. Alors que Victor attend l'ambulance qui le conduira à l'hôpital, il assiste à une scène curieuse. La patrouille de police qui est arrivée en renfort se détourne de son cas pour s'intéresser à un individu louche qui se promène sur le parking, fait le tour d'un véhicule, regarde à l'intérieur et tente d'ouvrir la portière. Raoul, l'officier de police qui dirige la patrouille déclare reconnaître un individu extrêmement dangereux, recherché depuis plusieurs années par les services de police et ordonne à ses adjoints de lui tirer immédiatement dans les jambes pour assurer son interpellation. Soucieux d'être bien noté par sa hiérarchie, Henri s'exécute immédiatement. Aussitôt neutralisé, le dangereux malfrat a à peine le temps d'alerter les policiers sur son hémophilie qu'il décède des suites d'une hémorragie. Henri, très ennuyé – l'enquête menée par la suite a révélé que la victime était le propriétaire du véhicule – vous demande s'il risque d'être inquiété pénalement ? Pour quelle qualification pourrait-il être poursuivi ? (3 pts) Pourrait-il invoquer une cause d'irresponsabilité pénale ? Finalement, il n'a fait qu'obéir ! (2 pts)

III. Alice, qui a couru au chevet de Victor, souhaite se venger de Romain qui continue de la harceler. Devinant que Victor est un vrai dur, elle le supplie d'abattre Romain d'un coup de couteau en plein cœur, afin de le rayer définitivement de leur vie. Se sentant encore trop faible et ne souhaitant tout de même pas devenir un meurtrier pour les beaux yeux de sa belle, Victor confie à Hadès, une vieille connaissance, le soin « de se débarrasser de l'intrus ». Celui-ci, amusé par ce projet, choisit d'empoisonner Romain à l'aide d'un puissant poison, le curare. A cette fin, il se déguise en Père Noël, se positionne sur la route de Romain et lui offre un bonbon. Romain, qui ne croit plus au Père Noël depuis longtemps, bouscule Hadès,

ce qui fait tomber le carambar au grand plaisir de Mirza, la chienne de la voisine. Las ! le bonbon à peine avalé, Mirza convulse et pousse son dernier soupir sous les yeux effarés de Romain. Réalisant qu'il vient d'échapper au pire, Romain comprend rapidement qu'Alice est derrière tout ça. Il vous demande si des poursuites pénales peuvent être intentées à l'encontre de celle qu'il aime toujours d'un amour fou – et aveugle !- ? (4 pts)

De son côté, Hadès est ennuyé car il a déjà été condamné, il y a six ans, pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner (art. 222-7 CP) à une peine de trois ans d'emprisonnement. Que risque-il, cette fois-ci, si une nouvelle condamnation est prononcée à son encontre ? (2 pts)

IV. Définir les notions suivantes en **une ou deux phrases** (3 pts):

- Principe de personnalité active
- Peine complémentaire

Sujet 2 (Pour les étudiants inscrits en examen final exclusivement, toute erreur entraînant une note de 0/20) : Dissertation

« L'application de la loi pénale dans le temps »